PAM / FAO - Evaluation conjointe des besoins en République Démocratique du Congo

Septembre – Octobre 2006

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Rome

Evaluation conjointe des besoins en République Démocratique du Congo

Menée par :

PAM: Darlene Tymo, Chef d'équipe, ODAN (Évaluation Des Besoins), siège
Tina van den Briel, Conseillère principale de programme/nutrition, PDPN (Nutrition), siège
Jan Delbaere, Spécialiste sécurité alimentaire, ODAV (Analyse vulnérabilité), siège
Caroline Chaumont, Analyste, ODAN (Évaluation Des Besoins), siège

FAO: Philippe Bakunzi, Agronome, RDC

EVALUATION CONJOINTE DES BESOINS EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

© 2006 Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)
Via Cesare GiulioViola 68/70, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Service de l'évaluation des besoins d'urgence (ODAN)
Chef: Wolfgang Herbinger
Tel: +39-06-6513-3123/2101/2231
Courriel: odan_info@wfp.org

Remerciements

L'équipe de la mission remercie les membres du personnel du PAM en RDC qui ont apporté des informations et conseils précieux. Il s'agit notamment de Charles Vincent, Claude Jibidar, Moumini Ouedraogo et de Massimo Martini ainsi que de tous les chefs de sous bureaux qui ont organisé les ateliers sur la sécurité alimentaire. La mission n'aurait pu se dérouler sans l'appui administratif et logistique fourni par le bureau de Kinshasa et les sous bureaux du PAM.

L'équipe remercie aussi les représentants du Gouvernement de la RDC, notamment les membres du CSE, des ONG partenaires, des agences des Nations Unies, qui ont aussi contribué à cette évaluation en partageant leurs informations ainsi que les donateurs pour leur soutien et plus particulièrement Bernard De Schrevel qui est parti sur le terrain avec une des équipes.

République Démocratique du Congo: Rapport de l'évaluation conjointe des besoins

Table des matières

EVALUATION CONJOINTE DES BESOINS EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) 3
Résumé 8
Carte administrative 11
Liste des acronymes 12
1 Introduction 13
2 Objectifs et méthodologie 13
2.1 Limitations méthodologiques 14
3 Contexte 15
3.1 Rappel politique et historique 15
3.2 Conséquences humanitaires 16
4 Dimensions de l'insécurité alimentaire 16
4.1 Situation sécuritaire et mouvements de population 17
4.2 Disponibilité alimentaire et marchés 19
4.3 Accès des ménages aux aliments, modes de vie et stratégies de résilience 22
4.4 Nutrition, consommation alimentaire et état sanitaire 31
5 Nature transitoire et chronique de l'insécurité alimentaire 37
6 Recommandations - Interventions prioritaires 37
6.1 Contraintes opérationnelles 37
6.2 Priorités géographiques 37
6.3 Populations prioritaires 40
6.4 Recommandations complémentaires 42
7 Recommandations pour un meilleur ciblage et mise à jour des informations 43
7.1 Analyse Complète de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ACSAV) 43
7.2 Système d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire 43
7.3 Mise à jour des informations sur les besoins 43

Tableaux:

Tableau 1: Mouvements de population, 2006-2007 17
Tableau 2: Vue d'ensemble de la situation sécuritaire et des mouvements de population 18
Tableau 3: Vue d'ensemble de la disponibilité alimentaire 21
Tableau 4: Vulnérabilité dûe aux migrations causées par la violence 26
Tableau 5: Vue d'ensemble de l'accès aux aliments 30
Tableau 6: Comparaison des données anthropométriques des enfants congolais avec les moyennes régionale et mondiale 32
Tableau 7: Vue d'ensemble de la nutrition, consommation alimentaire et de l'état sanitaire 36
Tableau 8: Vue d'ensemble des priorités géographiques 38

Annexes (voir document séparé)

Annexe 1: Termes de référence de l'évaluation conjointe des besoins
Annexe 2: Présentation de la méthodologie et de l'approche analytique
Annexe 3: Liste des informations secondaires
Annexe 4: Liste des personnes rencontrées
Annexe 5: Plan d'analyse de l'évaluation des besoins
Annexe 6: Modèle de profil géographique provincial
Annexe 7: Tableaux de données sur la sécurité alimentaire
Annexe 8: Rations proposées

Résumé

Contexte, objectifs et méthode de l'évaluation conjointe des besoins

Après plus d'une décennie de conflits armés qui ont fait plus de 4 millions de morts et entraîné le déplacement de plus d'un million de personnes, un avenir plus stable semble s'annoncer pour le pays. Les premières élections démocratiques depuis 45 ans qui ont eu lieu en juillet et octobre 2006, encadrées par la MONUC, se sont déroulées dans un calme relatif. Mais dans l'est du pays et au Katanga, les combats continuent et les populations civiles vivent toujours dans une situation de crise. Il est également encore trop tôt pour confirmer la stabilisation politique complète et durable du pays malgré les signes encourageants de ces derniers mois.

Dans ce contexte, l'évaluation des besoins menée conjointement par le PAM et la FAO, en concertation et avec l'appui du Gouvernement (CSE) et des bailleurs de fonds, doit aider à concevoir l'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR) du PAM en présentant une **vue d'ensemble de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle dans le pays et en indiquant les priorités en matière de besoins alimentaires**. Elle doit permettre de répondre à certaines préoccupations exprimées appelant à un meilleur ciblage, une meilleure justification du nombre des bénéficiaires et des rations alimentaires ainsi qu'à une meilleure identification des priorités. L'évaluation conjointe des besoins a aussi pour objectif de proposer une stratégie pour une mise à jour des informations sur la situation des populations concernées.

Pour préparer l'IPSR, une revue de l'intervention en cours a eu lieu. De plus, une **Analyse Complète de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ACSAV)** en cours de préparation permettra à partir de données primaires de compléter l'analyse et de procéder à un meilleur ciblage. Les résultats seront disponibles mi - 2007. Une évaluation des capacités logistiques et une étude sur les possibilités de faire des achats locaux sont aussi prévues début 2007.

Pour réaliser l'évaluation, une mission s'est rendue en RDC du 23 septembre au 13 Octobre. Elle a procédé à une analyse des données secondaires et des rapports de 11 ateliers techniques organisés par les sous bureaux du PAM, mené des interviews avec des informateurs clés à Kinshasa et sur le terrain et a fait des visites sur le terrain afin de collecter des données secondaires additionnelles pour confirmer et affiner les conclusions préliminaires.

L'analyse est basée sur quatre composantes: i) la situation sécuritaire et les mouvements de population, ii) la disponibilité alimentaire et les marchés, iii) l'accès des ménages aux aliments, leur mode de vie et stratégies de survie et iv) la nutrition, la consommation alimentaire et l'état sanitaire.

L'évaluation a été limitée par: le manque de données récentes, les restrictions sur les déplacements et les contraintes sécuritaires qui ont obligé à restreindre le temps disponible pour procéder à l'évaluation.

Qui sont les personnes en insécurité alimentaire?

Les besoins sont énormes dans l'ensemble du pays en raison du niveau général de pauvreté. La mission a procédé à une classification relative (comparaison des provinces par rapport à la moyenne nationale) des besoins par ordre de priorité. Les groupes en situation de plus grande insécurité alimentaire et donc prioritaires sont les suivants:

Les personnes déplacées: Les personnes déplacées par les violences armées et l'insécurité ont des difficultés d'accès à la nourriture. Elles ont dû quitter leur village et ont perdu tous leurs biens et abandonné leurs champs. Il y a plusieurs catégories de déplacés selon la destination et les lieux d'accueil: les déplacés réfugiés dans la brousse, les déplacés installés près des axes principaux mais qui ne bénéficient pas de l'aide humanitaire (pour des raisons d'inaccessibilité, insécurité, etc), ceux qui reçoivent une assistance dans des familles d'accueil, dans des campements spontanés ou organisés.

Les personnes retournées et rapatriées: Avec la reddition de certains rebelles, les déplacés ont commencé à rentrer dans leur village d'origine. Ce mouvement largement entamé en 2006 devrait se poursuivre en 2007. Ces retournés rencontrent des difficultés particulières car ils n'ont pas de réserves de nourriture, leurs biens ont été pillés, leurs maisons détruites et les champs sont à l'abandon.

Les ménages dirigés par les femmes: les femmes chefs de ménage parmi ces populations déplacées ou retournées sont particulièrement touchées par l'insécurité alimentaire.

Les enfants et femmes malnutris: Avec un taux de mortalité des moins de cinq ans atteignant 205 pour 1000 naissances vivantes, la RDC se classe parmi les dix premiers pays où le bien-être des enfants est sérieusement en danger[1]. La malnutrition est plus importante que la moyenne régionale. L'état de santé et de malnutrition des femmes est également préoccupant.

Les données des enquêtes nutritionnelles, pour la période 2004-2006, semblent indiquer une légère amélioration de la situation nutritionnelle. Cependant, même si toutes les données pour 2006 ne sont pas encore disponibles, des problèmes persistants existent toujours en Equateur, en Ituri, au Sud Kivu et au Katanga avec des niveaux de malnutrition aiguë au dessus de 10 pour cent.

Autres groupes vulnérables: Femmes enceintes et allaitantes, les femmes et enfants victimes de violences sexuelles, enfants de la rue et/ou non accompagnés et les orphelins.

Où sont les personnes en insécurité alimentaire?

Les provinces avec les niveaux d'insécurité alimentaire les plus élevés sont les suivantes:

Nord Kivu	Ituri (district)
Sud Kivu	Katanga (nord et centre)
Equateur	Maniema.

Il est important de noter qu'il existe dans ces provinces des zones sans problème majeur d'insécurité alimentaire, d'où l'importance de mettre en place et de maintenir un système d'évaluation performant.

Les causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition

Les conflits sont la cause principale de l'insécurité alimentaire des ménages. Les conflits ont directement affecté les ménages dans l'est du pays et le nord et centre Katanga. Il s'agit d'une insécurité transitoire. L'ensemble du pays souffre d'une insécurité alimentaire chronique liée à la pauvreté et situation économique. Les conflits ont accéléré la dégradation de la situation économique du pays déjà largement entamée avant 1996.

Ces tendances économiques de long terme et les chocs plus récents ont conduit à un déclin général de l'accès des ménages à la nourriture, aussi bien par la voie de la consommation de la propre production que par celle de l'achat de vivres.

Autres facteurs :

Le très mauvais état des voies de communication qui empêche une véritable reprise économique, affecte les marchés et les niveaux de production et contribue à l'insécurité alimentaire.

La production agricole a connu une baisse générale et est inférieure aux besoins malgré l'important potentiel agricole du pays. Ce déficit de production est lié à la réduction des surfaces cultivées en raison de l'insécurité, à l'extrême difficulté de transporter les produits (mauvais état des voies de communication), au faible rendement des cultures, au manque d'intrants et aux calamités naturelles.

Le mauvais fonctionnement des marchés limite l'accès des populations aux aliments et n'incite pas les producteurs à produire plus.

L'extrême pauvreté qui restreint l'accès des ménages à la nourriture est une des causes principales des taux élevés de malnutrition. L'accès à la nourriture n'est pas seulement insuffisant en quantité mais aussi en qualité. Presque 30 pour cent de la population ne consomme qu'un repas par jour, voire moins et presque 60 pour cent ne mange pas plus de deux fois par jour. L'alimentation est très uniforme et se compose souvent du même aliment de base, le manioc.

Si l'insécurité alimentaire est un déterminant important de la malnutrition, la fréquence des maladies, l'absence d'accès à l'eau potable et les mauvaises conditions sanitaires sont aussi largement responsables des taux de malnutrition élevés.

Quelles recommandations pour les interventions?

Les recommandations principales

L'assistance du PAM doit donner la priorité aux zones suivantes:

- les zones rurales
- les six provinces où l'insécurité alimentaire est la plus élevée

[1] La situation des enfants dans le monde en 2006, UNICEF

Première priorité:

➢ Apporter une aide alimentaire à l'ensemble des personnes **déplacées, retournées et rapatriées** (chiffres de planification pour 2007: entre **810 000 et 1 105 000** déplacés et entre **794 000 et 1 057 000** retournés dont **98 000** réfugiés - chiffres de planification pour 2007)

➢ Fournir une aide alimentaire aux enfants malnutris ainsi qu'à leurs accompagnants et aux femmes allaitantes et enceintes malnutries dans les centres de ***réhabilitation nutritionnelle*** en partenariat avec l'Unicef et les agences membres du cluster nutrition. *Zones prioritaires: Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga (nord et centre), Equateur et potentiellement le Maniema.*

➢ Apporter une aide «institutionnelle» aux **femmes et enfants** les plus sévèrement affectées par l'insécurité et les conflits armés (femmes et enfants victimes de violences sexuelles, enfants de la rue et/ou non accompagnés et les orphelins) en concertation avec le FNUAP. *Zones concernées : le triangle humanitaire.*

Seconde priorité:

➢ Mettre en place des **cantines scolaires** dans les écoles ciblées et soutenues de manière durable par l'UNICEF dans les provinces prioritaires. En plus, pour les retournés, des cantines scolaires pourraient être organisées dans les zones ayant fait l'objet d'une évaluation avec le mécanisme PEAR si celles-ci sont soutenues de manière intégrée.

➢ Appuyer le processus de **désarmement, démobilisation et réinsertion sociale** des enfants et adultes associés aux forces combattantes à travers des projets de vivres-contre-travail pour les adultes et ce quand un encadrement technique est présent dans le cadre des partenariats, et de scolarisation ou formation professionnelle pour les enfants, dans le cadre de partenariats efficaces. *Les quantités nécessaires d'aide alimentaire seraient déterminées en consultation avec les partenaires principaux impliqués dans le processus.*

Troisième priorité:

➢ Mettre en œuvre des **projets Vivres-contre-travail afin d'aider au désenclavement des populations** dans les 6 provinces prioritaires. *Le nombre de projets doit être limité, les projets bien ciblés et liés à la capacité des partenaires et à l'expertise techniques disponible*. *Le ciblage sera déterminé par les résultats de l'analyse complète de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (ACSAV).*

<u>Recommandations pour un meilleur ciblage et mise à jour des informations</u>

➢ **Participer à la mise en œuvre du système d'alerte précoce (SAP)** en collaboration avec la FAO et y ajouter des indicateurs sur l'accès à l'alimentation et la malnutrition.

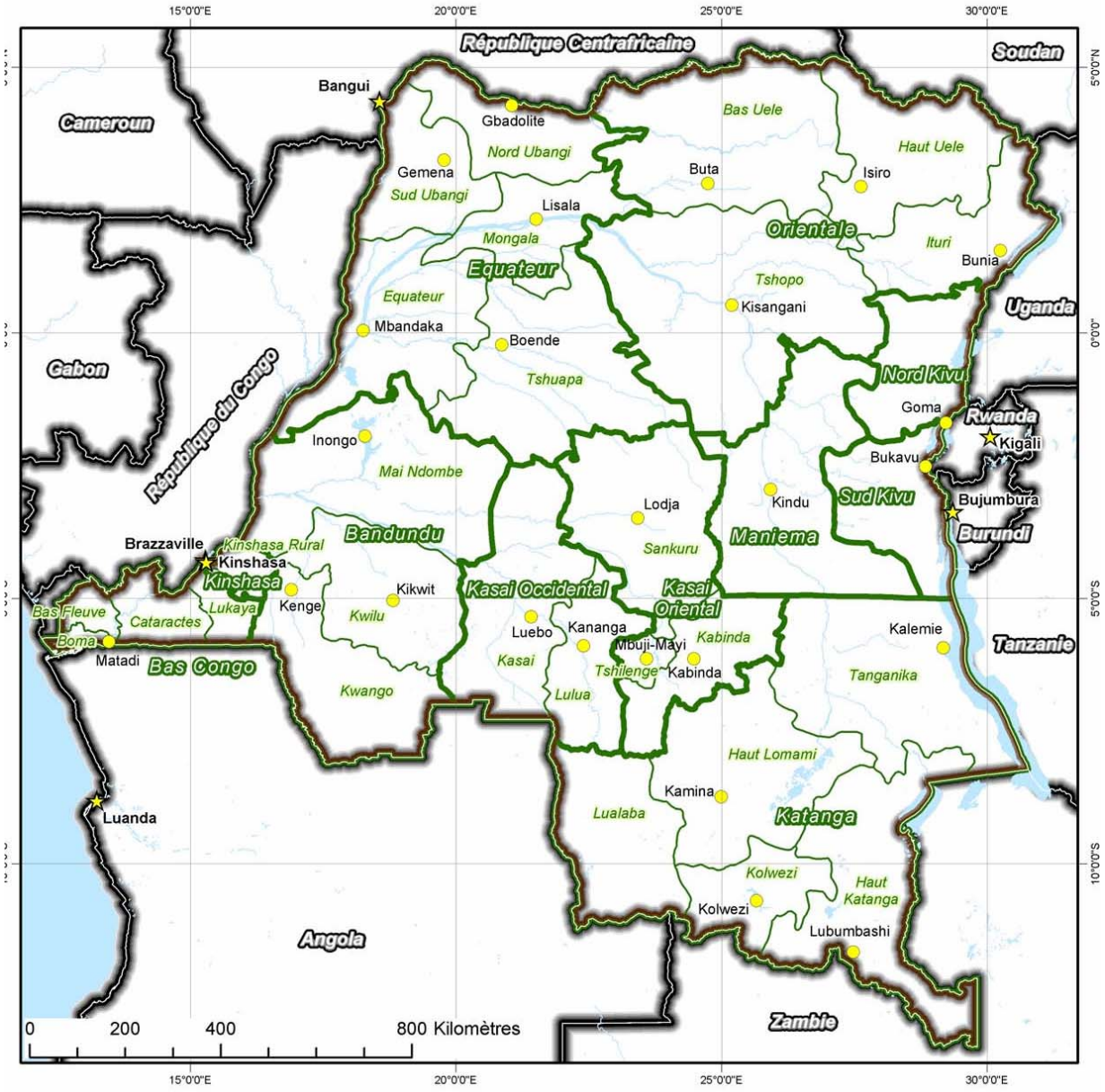
➢ Participer au RRM (**Rapid Response Mechanism**) et au PEAR (**Programme of Expanded Assistance to Returnees**) qui permettent une évaluation des besoins en vivres et un mécanisme de réponse rapide respectivement pour les personnes déplacées (RRM) et pour les personnes retournées (PEAR). Proposer une meilleure prise en compte des besoins alimentaires dans ces mécanismes.

<u>Autres recommandations</u>

➢ **Créer des stocks stratégiques** pour pouvoir répondre de manière efficace et rapide aux besoins nouveaux dans un contexte où la situation humanitaire peu changer très rapidement.

➢ **Envisager des achats locaux** dans les zones relativement stables sur la base d'une analyse approfondie pour ne pas déstabiliser les marchés et l'approvisionnement local.

Carte administrative de la République Démocratique du Congo



Légende

- Frontières des provinces
- Frontières des districts
- ☆ Capitale nationale
- ● Capitale provinciale

Names and boundaries on this map do not imply acceptance or recognition by the World Food Programme or by the United Nations. Facts and figures in this map are accurate and up to date to the best of our knowledge at the time of writing but subject to change at any time. The World Food Programme makes no warranty or representation as to the reliability or accuracy of the data contained herein.
© United Nations World Food Programme 2006. All rights reserved.
Compiled by WFP ODAP (Situation Room) , Grid: Lat/Long, Spheroid WGS 1984.
Date: 24 November 2006.
Data Sources: Global Discovery (settlements, drainage), FAO + WFP Country Office (administrative boundaries).
For info please contact Emergency.Preparedness@wfp.org

Liste des acronymes

ACSAV	Analyse Complète de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité
ACV	Analyse et Cartographie de la Vulnérabilité
CNS	Centre nutritionnel supplémentaire
CNT	Centre nutritionnel thérapeutique
CPIA	Comités permanents inter-agences au niveau de la province
CSE	Comité de Suivi et Evaluation
DDRRR	Démobilisation, désarmement, rapatriement, réintégration et réinstallation
ECHO	Service d'aide humanitaire de la Commission européenne
EDS	Enquête Démographique et de Santé
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FARDC	Forces armées de la RDC
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
IPSR	Intervention Prolongée de Secours et de Redressement
IRC	International Rescue Committee
MDG	Millenium Development Goal – Objectif du millénaire
MICS	Enquête par grappes fondée sur des indicateurs multiples (Multiple Indicator Cluster Survey)
MONUC	Mission d'Observation des Nations Unies au Congo
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
ODAN	Emergency Needs Assessment Branch (PAM)
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAH	Plan d'Action Humanitaire
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PEAR	Programme d'assistance élargie aux retournés (Programme of Expanded Assistance to Returnees)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RRM	Mécanisme de réponse rapide (Rapid Response Mechanism)
SAP	Système d'alerte précoce
UNJLC	Centre Commun de Logistique des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
VCT	Vivres-contre-travail

1 Introduction

Une mission d'évaluation conjointe des besoins a eu lieu en République Démocratique du Congo (RDC) du 23 septembre au 13 octobre 2006.[2] L'évaluation des besoins a été organisée pour aider à préparer la prochaine Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR) et pour répondre à un certain nombre de préoccupations concernant les opérations du Programme Alimentaire Mondial (PAM) en cours en RDC. Parmi ces préoccupations, on peut citer:

- L'aide alimentaire devrait être mieux ciblée et les priorités plus claires;
- Une évaluation réaliste de la capacité d'exécution et une vue d'ensemble claire des activités complémentaires sont nécessaires;
- Le nombre de bénéficiaires et la durée des distributions proposées doivent être solidement justifiés; et
- L'aide alimentaire n'est pas forcément la réponse la plus appropriée pour certains groupes ciblés.

Afin de répondre à ces préoccupations, un certain nombre d'initiatives ont été lancées pour aider à la préparation de la prochaine Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR) du PAM. En parallèle de l'évaluation conjointe des besoins, le bureau régional du PAM à Kampala a mené une revue du programme en cours. Par ailleurs, le travail préparatif pour une étude de base de la sécurité alimentaire[3] s'est intensifié. Une évaluation des capacités logistiques et une étude des possibilités d'achats locaux de produits alimentaires sont également prévues au début de 2007.

2 Objectifs et méthodologie

Les objectifs de l'évaluation des besoins étaient les suivants:

- Avoir une meilleure vue d'ensemble de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle en RDC, indiquant les tendances quand c'est possible;
- Identifier les principales lacunes d'informations;
- Indiquer les priorités en matière de besoins alimentaires afin de pouvoir concevoir la prochaine IPSR du PAM; et
- Recommander une stratégie pour remettre à jour et analyser régulièrement les informations en matière de sécurité alimentaire et d'évaluation des besoins.

L'équipe d'évaluation des besoins était composée d'experts du PAM et de la FAO dans le domaine de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de l'évaluation des besoins et de l'agriculture. La mission a cherché à associer et consulter le plus possible les partenaires, les membres de la communauté humanitaire et les représentants du gouvernement. Des représentants du Comité de Suivi et d'Evaluation (CSE), interlocuteur gouvernemental du PAM, ont participé aux réunions préparatoires et aux visites de terrain.[4]

Un membre de la communauté des donateurs est parti sur le terrain avec une des équipes de la mission. [5] De plus, la mission préparatoire qui avait eu lieu en juin 2006 avait permis de consulter les acteurs humanitaires sur les termes de référence de la mission. A la fin de la mission d'évaluation en octobre, les membres de la mission ont présenté un compte rendu de la mission aux acteurs concernés (le personnel du PAM dont les chefs des sous bureaux, les acteurs extérieurs dont les interlocuteurs gouvernementaux, des représentants des agences onusiennes,

[2] Voir l'annexe 1 pour les Termes de Référence de l'évaluation conjointe des besoins.

[3] Une Analyse Complète de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ACSAV ou étude VAM) est en préparation pour 2006-2007. Il s'agit d'une enquête approfondie de la sécurité alimentaire des ménages. Les résultats seront disponibles en 2007 et apporteront des informations essentielles pour permettre au PAM de mieux cibler les zones géographiques et les groupes vulnérables.

[4] Le gouvernement a désigné un Comité de Suivi et Evaluation (CSE) dont le rôle est d'aider le PAM dans l'exécution de l'IPSR. Le CSE est constitué au niveau central par 9 délégués qui représentent les ministères suivants: Affaires Etrangères et Coopération Internationale, Plan et Reconstruction, Affaires Sociales, Condition Féminine et Famille, Intérieur, Agriculture/Pêche/Elevage, Solidarité et Affaires Humanitaires, Santé, Enseignement Primaire/Secondaire et professionnel. Une structure similaire existe au niveau des provinces dans lesquelles le PAM opère.

[5] Bernard De Schrevel, Chargé de coopération, Ambassade de Belgique

des ONG et des donateurs, ainsi que le personnel concerné du bureau régional du PAM et du siège du PAM à Rome).

Le choix des dates de la mission d'évaluation a été influencé par la tenue des élections nationales et l'insécurité qui en a découlé, par le besoin d'anticiper la façon dont la situation politique (et donc humanitaire) pouvait évoluer et par le cycle de préparation de la prochaine intervention du PAM.

L'approche méthodologique s'est basée sur notamment:[6]

- **une analyse des données secondaires**: la mission a récolté et analysé sous l'angle de la sécurité alimentaire une somme importante de données secondaires[7]. L'équipe a aussi revu les résultats des onze ateliers techniques organisés par le PAM avec ses partenaires en septembre 2006 dans 8 provinces du pays.[8] Les scénarios préparés au niveau des provinces, les estimations du nombre de personnes affectées et les analyses préparées par la communauté humanitaire dans le cadre des clusters pour le Plan d'action humanitaire (PAH) 2007 ont été pris en compte.
- **des entretiens avec des informateurs clés**: la mission a rencontré un grand nombre d'informateurs clés à Kinshasa et sur le terrain[9]. La mission a étroitement collaboré avec les principaux partenaires comme la FAO, l'UNICEF, OCHA, le HCR, ainsi qu'avec les membres des clusters sécurité alimentaire et nutrition. Etant donné qu'un travail important avait déjà été effectué au niveau des provinces pour préparer le PAH 2007, les rencontres avec les informateurs clés étaient opportunes. Le PAM a ainsi bénéficié d'une évaluation récente et de qualité de la situation ainsi que des informations sur les scénarios probables pour les mois à venir.
- **des visites de terrain**: ces visites ont permis de collecter des informations secondaires additionnelles, de rencontrer des informateurs clés pour valider et clarifier les informations disponibles, tester les conclusions préliminaires et confirmer les lacunes d'informations existantes. L'équipe s'est divisée en trois pour mener les visites suivantes:
  - Nord Kivu (Goma), Sud Kivu (Bukavu), Ituri (Bunia) et Maniema (Kindu)
  - Katanga (Lubumbashi et Kalemie)
  - Equateur (Mbandaka, Gemena) et Province Orientale (Kisangani)

L'analyse de la situation de la sécurité alimentaire a été organisée autour de quatre composantes[10]:

1. la situation sécuritaire et mouvements de population (mouvements et retours des personnes déplacées internes et des réfugiés);
2. la disponibilité alimentaire et les marchés;
3. l'accès des ménages aux aliments, leur mode de vie et stratégie de résilience; et
4. la nutrition, la consommation alimentaire des ménages et l'état sanitaire.

Des indicateurs clés ont été sélectionnés pour chaque composante de la sécurité alimentaire et des profils géographiques ont été préparés pour servir de base à l'analyse [11]. En raison du manque de données complètes et ventilées jusqu'au niveau de l'entité administrative la plus petite, l'analyse a été menée au niveau des provinces et est basée sur une comparaison relative entre les provinces à partir de la moyenne nationale. La qualité et la fiabilité des données ont été prises en compte lors de l'analyse.

2.1 Limitations méthodologiques

En juillet 2006, les préparations pour la phase qualitative de l'Analyse Complète de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ACSAV) ont débuté. Le but était de pouvoir fournir à l'évaluation conjointe des besoins des informations sur l'insécurité alimentaire et de guider l'enquête des ménages de l'ACSAV qui doit débuter après les élections. Mais la collecte de données qualitatives a du être repoussée en raison des violences qui ont suivi le premier tour des élections et de

[6] Voir l'annexe 2 pour une présentation détaillée de la méthodologie.
[7] Voir l'annexe 3 pour la liste des données secondaires.
[8] Chaque atelier a permis de préparer une analyse de la situation de la sécurité alimentaire dans la province, de ses causes, des zones prioritaires d'interventions et de la question de savoir si l'aide alimentaire est la réponse appropriée.
[9] Voir l'annexe 4 pour la liste des personnes rencontrées par la mission.
[10] Voir l'annexe 5 pour le plan d'analyse de l'évaluation.
[11] Voir l'annexe 6 pour le modèle du profil géographique.

l'insécurité générale. Par conséquent, ces informations qualitatives récentes n'étaient pas disponibles au moment de l'évaluation.

Parmi les autres limitations, on peut citer:

- le besoin d'organiser l'évaluation dans une période de temps limitée et déterminée par les dates des élections, l'insécurité qui prévalait et le processus de planification interne du PAM;
- les restrictions imposées sur les déplacements; et
- l'immensité du pays et le nombre limité de données récentes, complètes et ventilées au niveau de l'entité administrative la plus petite.

3 Contexte

3.1 Rappel politique et historique

Depuis une décennie, la RDC est au centre d'une série continue de conflits armés, directement liés aux conséquences du génocide rwandais de 1994. En 1996, l'armée rwandaise envahit l'est de la RDC afin de neutraliser les actions de guérilla contre le Rwanda, menées par les auteurs du génocide, réfugiés dans le Nord et Sud Kivu. Avec l'appui de l'Ouganda, le Rwanda soutient activement le mouvement de rébellion conduit par Laurent Désiré Kabila, permettant ainsi le renversement du gouvernement de Mobutu.

Cette alliance vole en éclats en 1998 et Laurent Désiré Kabila ordonne l'expulsion de ses anciens alliés. Prétextant une nouvelle fois des problèmes de sécurité à leurs frontières, les armées rwandaises et ougandaises envahissent de nouveau l'est de la RDC en 1998. L'Angola, la Namibie et le Zimbabwe se mobilisent militairement alors pour porter secours au gouvernement de Kinshasa, provoquant ainsi une escalade régionale du conflit.

Un accord de paix est signé en juillet 1999 à Lusaka (Zambie) et précise les grandes lignes d'un plan de retrait des troupes étrangères, le désarmement des rebelles congolais et des milices étrangères opérant en RDC ainsi que la formation d'un gouvernement de réconciliation. Il définit aussi les objectifs de la Mission d'Observation des Nations Unies au Congo (MONUC).

Le traité et l'accord de cessez le feu ne sont pas respectés et les combats reprennent, divisant le pays en deux zones: la moitié est du pays sous contrôle des forces rebelles congolaises et leurs alliés rwandais et ougandais et la partie ouest sous contrôle du gouvernement de Kinshasa et de ses alliés. Toutes les forces engagées dans ce conflit, que ce soit les armées régulières ou les milices, ont perpétré des attaques contre les populations civiles et des violations des droits de l'homme, contribuant ainsi à l'émergence d'une crise humanitaire majeure.

La lutte pour le contrôle des ressources naturelles de l'est du Congo (diamant, or, cobalt, etc.) est considérée comme l'une des principales raisons du maintien des forces rwandaises et ougandaises jusqu'à la fin de l'année 2002.

L'accord de paix signé en décembre 2002 par le gouvernement congolais, l'opposition et tous les principaux groupes rebelles a permis l'établissement pour deux ans d'un gouvernement de transition sous la responsabilité de l'actuel président Joseph Kabila et de quatre vice-présidents.

La nouvelle armée congolaise (FARDC) est en cours de restructuration à travers la mise en place progressive d'une stratégie « de brassage » des anciens groupes militaires et paramilitaires. Cette activité s'accompagne d'un important processus de désarmement et de démobilisation. Cependant, ces hommes, le plus souvent ni payés, ni nourris vivent sur le dos des populations (pillage des biens et des récoltes).

Avec un soutien considérable de la MONUC, les premier et second tours des élections présidentielles et législatives nationales et provinciales se sont déroulés en juillet et octobre 2006. Le peuple congolais choisissait alors démocratiquement pour la première fois en 45 ans son président et ses représentants à l'Assemblée nationale et aux assemblées provinciales.

3.2 Conséquences humanitaires

La RDC est un des plus grands pays d'Afrique et potentiellement un des plus riches. Malgré une immense richesse naturelle, le pays se classe 167ème sur 177 selon le rapport mondial sur le développement humain de 2006. Les Congolais ont une espérance de vie de 43 ans (2005).

L'instabilité politique, la suspension de la coopération et l'insécurité liée aux conflits ont accéléré la dégradation de l'économie du pays: pertes massives d'emploi et accroissement du chômage dans le secteur des entreprises, découragement des paysans à produire dans les zones de conflits, en raison du pillage répété des récoltes par les différentes factions armées.

La guerre a accéléré la désintégration du peu d'infrastructures existantes dans le pays et aggravé les difficultés des populations les plus vulnérables. Les tactiques employées par toutes les factions pour le contrôle des territoires ont divisé politiquement le pays et exposé les civils à des violences (vols, incendies, viols, enrôlements forcés, esclavage sexuel, exécutions sommaires). Elles ont aussi contribué à détruire les mécanismes économiques, les sources de revenus et conduit à l'effondrement des services sociaux, particulièrement ceux de la santé publique (IRC- 2004).

Les tracasseries occasionnées par les militaires (prébendes sur la circulation des biens et des personnes au niveau des barrières), les prélèvements fiscaux de nature diverse des administrateurs locaux sur les opérateurs économiques ont entraîné une régression des emblavements agricoles et le retour à une agriculture de subsistance, principalement dans l'Equateur, la province Orientale, le Maniema, Nord Katanga, Nord Kasaï et Nord Kivu (Unicef – 2005).

Situation actuelle:

« ..l'avancée politique, combinée au processus d'unification de l'armée, a permis une certaine amélioration de la situation sécuritaire qui a incité un retour des réfugiés et des populations déplacées, notamment dans les provinces de l'Equateur, du Katanga, de l'Orientale (sauf l'Ituri), du Maniema et dans certaines parties du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Cette stabilité a également permis l'accès à certaines populations que la communauté humanitaire n'avait pu atteindre pour cause d'insécurité…

En dépit de ces différentes avancées, plusieurs zones continuent d'être affectées par la présence de milices armées et par des affrontements entre ces milices et les forces gouvernementales soutenues logistiquement par la MONUC. En même temps, le refus d'adhésion au processus de brassage de combattants liés à certaines composantes militaires a aussi entraîné des affrontements armés entre les brigades intégrées des Forces armées de la RDC (FARDC) et des unités réfractaires à l'intégration. Les exactions causées par des militaires FARDC sans salaire et sans vivres contre les populations civiles souvent déplacées à cause des confrontations armées entre ces forces gouvernementales et les milices ont aussi contribué à la détérioration de la situation humanitaire dans l'Est de la RDC. Toute cette problématique a causé d'importants déplacements de populations civiles qui ont été accompagnés d'exactions diverses et d'abus des droits de l'Homme tels que: exécutions arbitraires, violences sexuelles, recrutements forcés, y compris des enfants, enlèvements, extorsions, travail forcé, incendies de villages et pillages des biens et des récoltes. » ***(PAH 2007)***

4 Dimensions de l'insécurité alimentaire

L'analyse de la situation de la sécurité alimentaire a été organisée autour de quatre composantes[12]:

1) situation sécuritaire et mouvements de population (mouvements et retours des personnes déplacées internes et des réfugiés);
2) la disponibilité alimentaire et les marchés;

[12] Voir Annexe 5, plan d'analyse de l'évaluation des besoins.

3) l'accès des ménages aux aliments, leur mode de vie et stratégie de résilience; et
4) la nutrition, la consommation alimentaire des ménages et l'état sanitaire.

4.1 Situation sécuritaire et mouvements de population

4.1.a Vue d'ensemble

Le scénario de l'évolution de la situation sécuritaire varie selon les provinces mais il est en général optimiste et prévoit une évolution vers une plus grande stabilité, bien que certains des problèmes de fond persistent toujours dans l'est du pays. Une période d'incertitude est cependant envisagée pour les 3 à 6 mois prochains (attente des réactions des principaux acteurs politiques aux résultats des élections). La situation dans le «Triangle humanitaire», c'est-à-dire dans le district de l'Ituri, les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu et du Katanga (nord et centre) est précaire. Les groupes armés continuent les massacres, enlèvements, violences sexuelles et pillages, ce qui engendre un cycle de déplacements continu.

On estime qu'environ 1,1 million de personnes sont encore déplacées, principalement dans les provinces de l'est. Sur la base des divers scénarios régionaux préparés par les comités inter-agences provinciaux (CPIA), on s'attend à beaucoup de mouvements de population dans ces mêmes provinces en 2007. Le ratio entre le nombre de personnes déplacées et de personnes retournées dépendra des évènements qui suivront les élections.

Tableau 1 : Mouvements de population, 2006-2007

	Déplacés et réfugiés ***2006***	**Retournés**** ***2006***	**Déplacés** *(estimations)* ***2007***	**Retournés **** *(estimations)* ***2007***
Sources: OCHA, HCR, PAM (octobre 2006)				
Kinshasa	-	-	-	-
Bas-Congo	-	-	-	-
Bandundu	-	-	-	-
Equateur N	15,600	8,200	-	25,000
Equateur S	-	16,700	-	-
Orientale N-O	1,000	700	-	-
Orientale (Ituri)	219,000*	183,800	150,000	100,000
Nord Kivu	540,800	120,000	300,000	267,500
Sud Kivu	222,000	65,800	300,000	245,000
Maniema	-	2,000	-	11,500
Katanga N & C	102,000	132,700	60,000	145,000
Katanga S	-	-	-	-
Kasai Oriental	-	-	-	-
Kasai Occidental	-	-	-	-
	1,100,400	**529,900**	**810,000**	**794,000**
Estimations du Plan d'action humanitaire 2007			**1,105,000**	**1,057,500****

* Inclus 10 000 réfugiés du Soudan ** Comprend déplacés et réfugiés retournés

Il y a un lien important entre les déplacements des personnes et la sécurité alimentaire de la population. Le lien est illustré dans l'exemple suivant:

> (Au Nord Kivu) …près de 98 000 déplacés ont été empêchés d'accéder à leurs champs durant toute une saison agricole. Ces champs ont été systématiquement pillés et/ou détruits par les FARDC afin d'éviter leur utilisation par les milices … En conséquence, aujourd'hui, les premiers signes de malnutrition apparaissent dans cette région agricole traditionnellement autosuffisante. (PAH 2007)

4.1.b Comparaison par provinces

L'analyse au niveau des provinces de la situation sécuritaire et des mouvements de population est basée sur les indicateurs suivants (les indicateurs ont été sélectionnés sur la base du plan d'analyse; voir annexe 5):

- Situation de conflit/post-conflit
- Nombre de personnes déplacées (2006)
- Nombre de personnes retournées (2006)
- Estimations du nombre de personnes déplacées (2007)
- Estimations du nombre de personnes retournées (2007)

En utilisant ces indicateurs et l'échelle de classement ci-dessous, il a été possible de procéder à une analyse ***relative*** des provinces selon leur situation. [13]

Classement relatif de la situation de conflit et des mouvements de la population:

Conflit actuel Mouvements très importants		**Post conflit > 2000 Mouvements moyens**	
Post conflit > 2004 Mouvements importants		**Pas de conflit depuis 10 ans Peu de mouvement**	

Tableau 2 : Vue d'ensemble de la situation sécuritaire et des mouvements de population

	Situation de sécurité	Déplacés et réfugiés 2006	Retournés 2006	Déplacés et réfugiés 2007	Retournés 2007	Vue d'ensemble Sécurité et mouvements
Kinshasa						
Bas Congo						
Bandundu						
Equateur N						
Equateur S						
Orientale N-O						
Orientale (Ituri)						
Nord-Kivu						
Sud-Kivu						
Maniema						
Katanga N & C						
Katanga S						
Kasaï Oriental						
Kasaï Occidental						

Une analyse de la situation sécuritaire et des mouvements de population indique que la situation la plus dramatique est celle du « triangle humanitaire ». Cela devrait être de même pendant toute l'année 2007. Les provinces les moins touchées sont celles de l'ouest du pays et n'ont pas connu de conflits significatifs ou de mouvements importants de population pendant ces dix dernières années.

[13] Des profils géographiques ont été préparés pour chaque province (voir le modèle en annexe 6) afin de faciliter l'analyse des informations collectées sur les quatre composantes de l'analyse de la sécurité alimentaire. Ces analyses provinciales ont été utilisées pour classer les provinces selon leur situation relative.

Recommandations:
→ Afin de pouvoir planifier les opérations, il est proposé que le PAM utilise les fourchettes suivantes pour 2007:

- personnes déplacées: **810 000 – 1 105 000**
- personnes retournées: **794 000 – 1 057 000** (dont **98 000** réfugiés qui devraient rentrer avec l'assistance du HCR)

→ Le PAM devrait avoir des **stocks stratégiques** (potentiellement liés aux achats locaux) afin de pouvoir répondre de manière efficace et rapide aux besoins nouveaux dans un contexte où la situation humanitaire peu changer très rapidement.

4.1.c Principales lacunes d'informations

En raison des difficultés logistiques et de la situation sécuritaire, il est difficile de collecter des données primaires. Les principaux acteurs humanitaires dans le triangle humanitaire s'appuient sur des estimations du nombre de personnes affectées (déplacées et retournées) au niveau des provinces. Ces estimations ne sont pas mises à jour à un niveau administratif plus bas, celui des territoires et districts. Cela complique la planification, l'ajustement et la coordination des différents types d'assistance.

Recommandations:
→ OCHA devrait procéder à une mise à jour **mensuelle** du nombre de personnes déplacées et retournées, des rapatriés et réfugiés ainsi qu'à une prévision des retours et des zones de destination **au niveau des territoires et districts.** Cette mise à jour serait effectuée en collaboration avec les comités permanents inter-agence (CPIA) au niveau des provinces. Cette mise à jour, essentielle pour la communauté humanitaire, servirait de base pour la planification et la modification des programmes d'assistance.
→ Une source d'information peu utilisée sont les **registres électoraux** de la MONUC. Il est recommandé qu'OCHA collabore avec la MONUC pour vérifier les estimations du nombre de déplacés et de retournés.

4.2 Disponibilité alimentaire et marchés

4.2.a Vue d'ensemble

Disponibilité alimentaire

La RDC a un énorme potentiel agricole. Environ 97 pour cent des terres arables bénéficient d'une saison pendant laquelle il est possible de cultiver pendant plus de huit mois dans l'année. De plus, le pays dispose d'environ 135 millions d'hectares de terres agricoles, soit 34 pour cent du territoire national. Dix pour cent seulement est mis en valeur[14].

Les guerres ont sérieusement affecté la production agricole. L'insécurité chronique et les pillages ont, à beaucoup d'endroits, causé des déplacements importants de populations et ont empêché ceux qui restent sur place de produire. Le simple fait d'atteindre sa parcelle cultivable constitue une aventure incertaine et coûteuse en vies humaines dans les zones à haute insécurité. Le pillage constant des biens laisse les familles dépossédées d'outils agricoles et de stocks alimentaires[15].

La disponibilité alimentaire est caractérisée par une pénurie de produits alimentaires, dont l'ampleur varie d'une zone à l'autre. Elle est due à:

- une réduction de la superficie cultivée à cause de la situation sécuritaire (les Kivu, Ituri, Maniema et nord et centre du Katanga) et des mouvements des populations agricoles qu'elle entraîne et l'exode vers les zones d'exploitation des minerais,
- les difficultés d'évacuation des produits agricoles à cause du mauvais état des voies de communication (routes, rivières et fleuves et voies ferrées) qui conduit à une agriculture de subsistance,
- le faible rendement des cultures lié à l'insuffisance d'intrants agricoles de qualité,

[14] RDC, 2006. Document stratégie de la croissance et de la réduction de la pauvreté.
[15] PAM-RDC, 2005, *Rapport d'enquête - Evaluation d'Urgence en Sécurité Alimentaire (EUSA),* juillet.

- les calamités naturelles (perturbations climatiques, grêle, criquets, etc) et maladies des cultures (mosaïque du manioc),
- l'insuffisance d'intrants de pêche et la diminution du bétail qui servait de ration alimentaire aux groupes armés pendant la guerre.

Bien que certaines zones n'aient pas connu de choc récent, les populations ne sont pas encore remises des effets de la guerre et sont dans une situation de pénurie chronique.

Les déficits de production sont importants comme par exemple au Nord Kivu[16], en Equateur[17], et au Maniema[18] où le niveau de production des cultures vivrières a baissé par rapport à la période d'avant guerre.

Dans des zones qui connaissent une certaine stabilité, la production de certaines denrées permet de desservir les provinces voisines. C'est le cas de:

- Equateur (certains endroits au Nord et Sud Ubangi): maïs (plus de 3 000 tonnes,) soja, riz vendus à Kinshasa (même si le potentiel agricole est important, il existe des problèmes importants liés au manque de semences, d'outils et aux transports).
- Certains territoires du Nord Kivu qui approvisionnent principalement le Sud Kivu pour le haricot et pour le maïs;
- Bandundu dont les produits agricoles sont vendus non seulement dans la ville de Kinshasa, mais aussi au Congo-Brazzaville et en Angola où les prix offerts sont meilleurs;[19]
- Bas Congo envoie des produits (manioc, maïs, riz, haricot, d'arachides, niébé, sésame et de sucre de canne) à Kinshasa.

Les usines de transformation de certains produits agricoles ont été détruites ou tout simplement emportées en pièces détachées. Cela a entraîné l'abandon de certaines cultures comme le coton et la canne à sucre (Sud Kivu).

La production agricole a connu une baisse et est d'une manière générale inférieure aux besoins. Cependant, la production réalisée dans certaines zones où existe une relative stabilité, est vendue dans les provinces voisines qui connaissent plus de pénurie.

Le fonctionnement des marchés

L'est du pays (l'Ituri, le Nord et le Sud Kivu et le Maniema*)* est globalement déficitaire en produits vivriers. L'insécurité alimentaire y est toujours très grande et cette région reçoit l'essentiel de l'aide alimentaire distribuée en RDC. Les conflits civils, l'insécurité et les risques de vol qui en découlent n'encouragent pas les paysans à cultiver de grandes superficies.[20] Cette situation se répercute sur le fonctionnement des marchés locaux qui sont peu pourvus en produits agricoles.

Le fonctionnement des marchés souffre de la faiblesse du pouvoir d'achat de la population, du nombre de commerçants actifs dans les zones stables (Kinshasa, Bas Congo, Bandundu, Kasaï Oriental et Occidental), ainsi que des conditions sécuritaires (Ituri).

Les voies qui relient les zones de production aux zones de consommation sont dans un état de délabrement total (environ 90 pour cent des routes sont impraticables). Les marchés sont devenus ainsi inaccessibles aux véhicules et le transport des récoltes se fait à vélo ou sur la tête[21]. Les routes défectueuses, les rivières et fleuve non dragués et les voies ferrées abandonnées constituent des goulets d'étranglement et empêchent le bon fonctionnement des marchés.

Par ailleurs, l'insécurité sur les voies d'accès dans les zones troubles diminue la fréquentation des marchés et conduit à la longue à la fermeture de certains (Ituri, Sud Kivu.) marchés.

[16] RDC, Ministère du Plan, 2005. *Monographie de la province du Nord Kivu*.
[17] RDC, Ministère du Plan, 2005. *Monographie de la Province de l'Equateur*.
[18] RDC, Ministère du Plan, 2005. *Monographie de la Province du Maniema.*
[19] RDC, Ministère du Plan, 2005. Monographie de la Province du Bandundu.
[20] WFP, Profils des marchés pour les évaluations d'urgence en sécurité alimentaire, Janvier 2006
[21] FAO, 2006. Rapport de mission. Evaluation de la situation de sécurité alimentaire dans le District de la Tshopo en Province Orientale. Septembre 2006.

Compte tenu des difficultés d'accès aux marchés, c'est souvent l'acheteur qui fixe les prix des produits agricoles. Les produits des ventes servent plus à la satisfaction des besoins sociaux (achat de médicaments, vêtements, etc) qu'à celle des besoins alimentaires familiaux. Il est ainsi fréquent de trouver des agriculteurs qui vendent toute leur production vivrière pour ne consommer eux-mêmes que du manioc. A l'exception du manioc qui est le seul produit agricole qui peut être stocké dans les champs, les ménages n'ont pas de stock de produits vivriers.

Les commerçants refusent de fréquenter certaines voies car ils estiment qu'elles ne sont plus rentables, compte tenu de leur état et le prix élevé de carburant et des pièces de rechange (Equateur).

L'enclavement dû au mauvais état des voies de communication, le faible pouvoir d'achat, et l'insécurité liée aux conflits dans certaines régions sont les principales causes du mauvais fonctionnement des marchés.

4.2.b Comparaison par provinces

L'analyse de la disponibilité alimentaire et du fonctionnement des marchés par province est basée sur les indicateurs suivants (les indicateurs ont été sélectionnés sur la base du plan d'analyse; voir annexe 5. Dans les cas où les informations étaient insuffisantes, des indicateurs supplétifs ou indicateurs secondaires de substitution ont été utilisés) :

- Degré de disponibilité alimentaire
- Niveau de production
- Pouvoir d'achat adéquat
- Nombre de commerçants actifs
- Mouvement des denrées alimentaires
- Calamités récentes affectant les récoltes

Tableau 3 : Vue d'ensemble de la disponibilité alimentaire

Province	Production denrées de base (T/pers/an)	Marchés	Disponibilité alimentaire
Kinshasa			
Bas Congo			
Bandundu			
Equateur N			
Equateur S			
Orientale N-O			
Orientale (Ituri)			
ord Kivu			
Sud Kivu			
Maniema			
Katanga N & C			
Katanga S			
Kasai Oriental			
Kasai Occidental			

En utilisant ces indicateurs et en utilisant l'échelle de classement ci-dessous, il a été possible de procéder à un classement ***relatif*** des provinces selon leur situation en matière de disponibilité alimentaire.[22] (Pour l'ensemble des tableaux de données, voir l'annexe 7, Tableaux A & B)

Classement relatif :

Très faible	
Faible	
Moyenne	
Bonne	

[22] Des profils géographiques ont été préparés pour chaque province (voir le modèle en annexe 6) afin de faciliter l'analyse des informations collectées sur les quatre composantes de l'analyse de la sécurité alimentaire. Ces analyses provinciales ont été utilisées pour classer les provinces selon leur situation relative.

D'une manière générale, il ressort de ce tableau que la disponibilité alimentaire est très faible dans la partie sud de l'Equateur (Tshuapa, Equateur, Mongala) et faible pour Kinshasa, le nord de l'Equateur (Nord et Sud Ubangi) la province Orientale, le Nord et Sud Kivu, le Maniema et la partie centrale et nord du Katanga. Elle est moyenne dans la partie sud du Katanga, aux Kasaï, alors qu'elle est relativement bonne dans le Bas Congo et le Bandundu.

Recommandations:

→ **apporter des intrants de base de qualité** (semences, outils agricoles et intrants de pêche) surtout dans les zones nouvellement accessibles (n'ayant pas encore reçu d'assistance) et celles frappées par les calamités naturelles afin de relever le niveau de la production agricole et de permettre aux agriculteurs de rentabiliser leur travail.

→ **soutenir le désenclavement** des régions et la réhabilitation de dessertes agricoles pour permettre l'accès aux marchés et aux infrastructures de base (formations médicales, écoles…) en synergie avec les autres organisations (FAO, ICG, Agro Action Allemand, etc.) qui s'occupent de la réhabilitation des voies de communication multimodales (routes, fleuves, voies ferrées), par le biais du cluster logistique et/ou des projets Vivres-contre-travail (VCT), si les projets sont techniquement bien encadrés.

→ **envisager des achats locaux** dans les zones relativement stables. Avant de procéder aux achats de produits vivriers en grandes quantités, il est indispensable de procéder au préalable à une analyse plus approfondie, pour ne pas causer des préjudices aux besoins alimentaires de la population locale et une déstabilisation des marchés et pour assurer un approvisionnement sûr dans le temps.

4.2.c Principales lacunes d'informations

En RDC, les services publics ont aussi subi les affres de la guerre ce qui se traduit par un dysfonctionnement des systèmes classiques de collecte d'informations. Ainsi les informations indispensables suivantes font défaut:

- Le volume des importations et exportations durant la période de crise. Les données n'étaient pas envoyées à la Direction générale des douanes à Kinshasa;
- Les quantités de produits vivriers qui sont commercialisées sur les différents marchés, ainsi que les flux actuels;
- Les relevés des prix des denrées alimentaires dans les principaux marchés des provinces.

Bon nombre d'informations clefs pour une analyse plus précise de la disponibilité alimentaire et le fonctionnement des marchés ne sont pas disponibles. Certains indicateurs (volume des importations, des produits commercialisés, évolution des prix) pourraient être disponibles dans les mois à venir, si les conditions socio -politiques évoluent positivement.

Recommandation:

→ Il est indispensable que le PAM et ses partenaires participent à la mise en œuvre du système d'alerte précoce (SAP) en collaboration avec la FAO pour prévenir et agir suite aux chutes de production éventuelles dûes aux catastrophes naturelles et humaines.

4.3 Accès des ménages aux aliments, modes de vie et stratégies de résilience

La production agricole des ménages a diminué dans beaucoup d'endroits. De plus, la dégradation des infrastructures de transport rend difficile la commercialisation des produits de la population. Par conséquent, les habitants des zones enclavées ont un faible pouvoir d'achat, ce qui ne leur permet pas de couvrir leurs besoins primaires.

Les violences armées, dans un contexte de pauvreté généralisée ont considérablement réduit l'accès des ménages à la nourriture aussi bien au niveau de la production des ménages que de leurs moyens financiers pour s'en procurer. Certains groupes sont plus affectés et n'arrivent pas à conserver leur mode de vie courant. L'insécurité alimentaire est liée aux conflits mais aussi à des causes plus profondes et de plus longue durée qui ont également entraîné une grande vulnérabilité.

4.3.a Ménages affectés par l'insécurité (migrations)

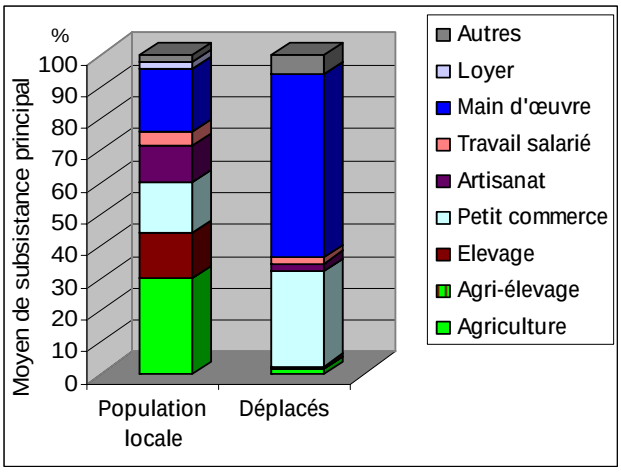
Les ménages déplacés

Les ménages déplacés par les guerres, la violence et l'insécurité ont des problèmes particuliers à accéder aux aliments. Souvent ils ont dû quitter leur village en abandonnant tous leurs biens et leurs champs. Le sort des déplacés dépend de leur destination et des conditions dans les lieux d'accueil. Ainsi on peut distinguer plusieurs catégories[23] de déplacés.

Déplacés dispersés en brousse: ces déplacés non organisés ont cherché un abri dans la brousse et ne sont pas assistés par les acteurs humanitaires pour des raisons d'insécurité et d'inaccessibilité. Cette population survit grâce aux produits de la cueillette et de la chasse et aux vivres trouvées dans des champs abandonnés. Ces groupes sont dans une situation très difficile. Selon certains récits, des personnes déplacées ne peuvent pas sortir de la brousse, malgré la sécurité relative revenue au Katanga et en Equateur, car ils ne possèdent même plus de vêtements[24]. Ces groupes sont les plus vulnérables et se trouvent dans la plus grande insécurité alimentaire. Les acteurs humanitaires devraient surmonter d'énormes obstacles pour pouvoir assister ces groupes dispersés qui le plus souvent sont abandonnés à leur propre sort. Selon les informateurs clés[25], entre 10 et 20 pour cent du nombre total des déplacés au Katanga seraient ainsi dispersés sans aucune assistance.

Déplacés non-assistés sur les axes principaux : ils se trouvent dans des groupements sur des axes qui ne sont pas visités par les acteurs humanitaires pour des raisons d'insécurité, d'inaccessibilité ou de manque de moyens. L'isolement physique des populations vulnérables rend presque impossible l'apport d'une aide humanitaire adéquate[26]. Ces déplacés travaillent auprès de la population hôte et reçoivent en contrepartie de la nourriture ou d'autres produits en nature. Les opportunités de travail sont très aléatoires et dépendent du calendrier agricole. D'autres ménages cherchent à survivre grâce au petit commerce ou à d'autres activités informelles.

Graphique 1 : Moyens de subsistance des déplacés et de la population locale[27]



Les stratégies de vie qui s'offrent aux déplacés sont limitées comparées à celles de la population locale. Les déplacés ne cultivent presque plus et ne font pratiquement plus l'élevage ou même d'artisanat. Leurs principales sources de revenus sont leur travail comme main d'œuvre (58%) et le petit commerce (33%). Pour ces activités, les déplacés entrent en concurrence avec la population locale. S'il y a suffisamment de terres disponibles, ces ménages peuvent, en obtenant des intrants et outils, produire, après une saison, une certaine quantité de produits agricoles.

Il y a en général suffisamment de terres disponibles au Congo, sauf dans certaines parties du Nord et Sud Kivu et de l'Ituri où se trouvent malheureusement la plupart des déplacés.

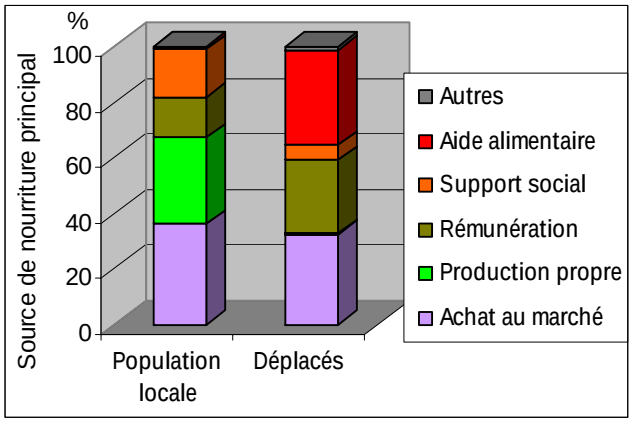
Les stratégies de résilience des déplacés sont néanmoins le plus souvent insuffisantes pour couvrir même les besoins les plus élémentaires. Au vu de cette vulnérabilité, les acteurs humanitaires devraient faire le maximum pour les aider.

Déplacés assistés sur les axes: une troisième catégorie est celle des déplacés qui se trouvent sur des axes visités par les acteurs humanitaires et qui bénéficient donc d'une aide. Cette assistance

[23] OCHA, *2005. Evaluation des besoins humanitaires,* district de l'Ituri, juillet
[24] PAM – Kalémie : Communications personnelles sur la situation à Manono
[25] Conversations avec des déplacés et acteurs humanitaires à Dubie, Katanga
[26] OCHA, 2005. DRC Action Plan 2006
[27] Basé sur des données du PAM 2006: rapport Dubié/ Mutabi

complète les stratégies de résilience décrites ci-dessus pour la catégorie précédente et devrait se poursuivre, selon les besoins, jusqu'au retour des ménages dans leur lieu d'origine.

Graphique 2 : Moyens de subsistance des déplacés et de la population locale[28]



Le graphique montre que les déplacés ne peuvent pas compter sur leur production. L'entraide à l'intérieur de la communauté des déplacés est presque inexistante: peu de ménages ont des excédents à donner à leurs voisins à l'inverse des populations locales, qui se soutiennent mutuellement. Dans le cas de Dubié, l'aide alimentaire est la plus importante source de nourriture des déplacés.

Déplacés dans les camps : le quatrième groupe de déplacés est celui des déplacés dans des camps organisés qui reçoivent une assistance médicale et bénéficient des distributions alimentaires et non alimentaires. Ils ont souvent moins de possibilités pour travailler ou cultiver mais font également souvent du petit commerce.

Déplacés accueillis dans des familles d'accueil: Ces déplacés sont hébergés par des familles d'accueil et travaillent souvent auprès de la population locale qui leur donne en contrepartie de la nourriture.

Stratégies et accès alimentaire des déplacés

Les stratégies de survie dépendent de chaque groupe de déplacés et sont décrites dans les paragraphes précédents. Une stratégie de survie assez généralement pratiquée par les déplacés est la cueillette (fruits, légumes, tubercules sauvages, champignons). Comparés à la population locale, les déplacés envoient plus souvent les enfants travailler en échange de nourriture, réduisent plus fréquemment le nombre de repas par jour et passent parfois des jours entiers sans manger.

Recommandation:
→ Une priorité importante devrait être donnée à l'assistance à toutes les catégories de déplacés pendant toute la durée de leur déplacement. Cette assistance serait réduite à terme quand les familles déplacées arrivent à rétablir des stratégies de résilience durables comme l'agriculture ou l'élevage. L'assistance devrait également prévoir l'établissement de voies d'accès pour atteindre les groupes de déplacés autrement hors de porté de l'aide humanitaire.

Les ménages retournés

La capacité de se préparer pour le retour dépend largement de la situation dans laquelle les ménages se trouvent sur leur lieu de déplacement. Ceux qui bénéficiaient d'une aide humanitaire auront plus de facilité pour organiser leur retour que ceux qui dépendent uniquement de leur travail de main d´oeuvre ou de leur production. Les retournés les plus vulnérables sont ceux qui circulaient en brousse dépourvus de toute assistance humanitaire. Le retour des ménages déplacés qui bénéficiaient d'une certaine assistance est souvent lié à la saison agricole ou à la scolarisation des enfants. Certains matériaux pour la construction des cases, comme le chaume, ne peuvent être trouvés dans la nature que pendant quelques mois bien précis, ce qui détermine également la période du retour.

Même si les ménages peuvent se préparer pour rentrer chez eux, ils seront confrontés au manque de nourriture dans leur lieu d'origine. Parfois, le peu de nourriture disponible consiste en quelques pieds de manioc encore dans les champs. Les opportunités d'emploi sont souvent limitées car, dans la plupart des cas, des populations entières se sont déplacées dont notamment les employeurs potentiels. La période difficile pour les retournés dure de leur arrivée jusqu'à leur première récolte. Bien que leur capacité de production soit réduite par la perte des semences et du

[28] Basé sur des données du PAM 2006: rapport Dubie/ Mutabi

cheptel, ces ménages peuvent, selon le calendrier, relancer leur production agricole à condition qu'ils puissent accéder aux intrants et outils.

Ce redressement prendra plusieurs années avant de retrouver les niveaux d'avant la crise qui a mené aux déplacements. Restaurer les modes de vie des retournés est primordial pour le retour à la normalité au pays.

Recommandations:
→ Les organisations humanitaires devraient également donner priorité aux besoins des retournés qui sont :

- assistance alimentaire pendant une ou deux saisons agricoles. Il est conseillé de prépositionner des vivres et autre aide matérielle dans les régions où les retournés vont se ré-installer.
- moyens pour rétablir leur habitat et leurs activités productrices (outils et intrants agricoles et d'élevage).

→ Une autre assistance, de priorité secondaire, consisterait en la création d'actifs productifs à travers des projets de vivres-contre-travail tels que: réfection de routes d'accès aux marchés, travaux de drainage et d'irrigation, multiplication de semences et de boutures de manioc.

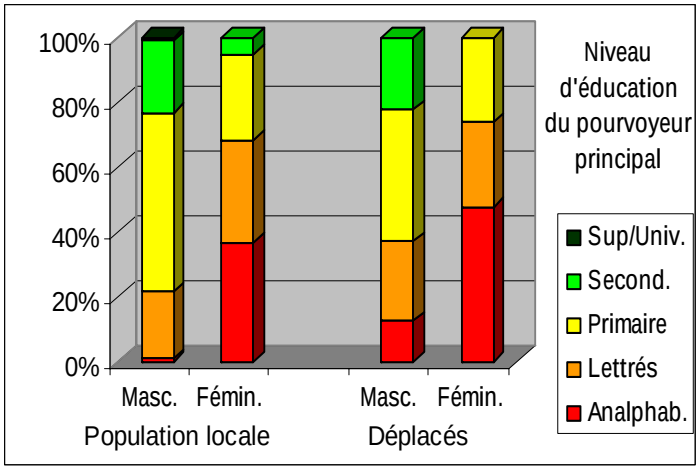
Toutes ces interventions devraient être bien intégrées avec celles des autres acteurs humanitaires ce qui nécessite un partenariat de qualité en amont et en aval.

Les ménages déplacés ou retournés dirigés par les femmes

Les ménages déplacés dirigés par les femmes sont généralement plus vulnérables que les autres car ils ont moins de stratégies de résilience disponibles. Ces ménages manquent généralement de personnes actives qui peuvent travailler pour subvenir aux besoins du ménage.

Dans les quatre provinces où une étude a été conduite récemment, l'indice de stratégie de survie des ménages dirigés par les femmes est constamment plus élevé, ces ménages sont plus vulnérables, que ceux avec un chef de ménage masculin (voir graphique 6).

Graphique 3: Moyens de subsistance des déplacés et de la population locale[29]



En plus, les pourvoyeurs des ménages menés par des femmes n'ont généralement qu'une faible éducation ce qui les rend encore plus vulnérables (voir graphique 3). Pour des raisons similaires, les familles nombreuses sont généralement plus pauvres que les familles plus petites[30].

Recommandation: Une attention spécifique et continue doit être accordée aux déplacés les plus vulnérables comme les orphelins ou les ménages dirigés par les femmes.

La population hôte

Les conséquences de la violence politique affectent non seulement les familles déplacées mais également celles des villages d'accueil où la situation est plus ou moins stable[31]. La population hôte partage gratuitement ou en échange de services, ses vivres avec les déplacés arrivés chez elle. Comme le commerce de vivres est souvent problématique, la disponibilité réduite affecte également

[29] Basé sur données du PAM de 2006: rapport Dubie/ Mutabi.
[30] RDC, 2006. Document stratégie de la croissance et de la réduction de la pauvreté.
[31] PAM-RDC, 2005, *Rapport d'enquête - Evaluation d'Urgence en Sécurité Alimentaire (EUSA),* juillet

cette population locale. On a aussi constaté une augmentation des personnes déplacées, dans les familles hôtes et du nombre d'orphelins et de personnes handicapées qui peuvent représenter respectivement jusqu'à 5 et 10 pour cent des membres d'un ménage. Ceci a pour conséquence une augmentation de 70% du ratio de dépendance en Ituri.[32]

Il convient aussi de nuancer l'impact de l'arrivée des populations déplacées. Les membres les plus entreprenants et prospères des populations hôtes disposent ainsi d'une source supplémentaire et peu onéreuse de main d'oeuvre parmi les déplacés. Par contre les membres les plus faibles, qui dépendent de leur travail comme main-d'œuvre et du petit commerce sont maintenant en concurrence directe avec les déplacés. Dans l'exemple de Dubie, ci-dessus, la population hôte est également vulnérable mais nettement moins que les déplacés qui y séjournent.

Recommandation: La situation des populations hôtes devrait être surveillée et si nécessaire, un soutien pourrait être envisagé.

Les ex-combattants

Certains groupes de combattants (incluant les enfants associées aux groupes armés), comme les Mai Mai désorganisés au Katanga, ont des problèmes sérieux pour accéder à la nourriture. Leur présence complique davantage la situation de la population victime de leurs exactions (voir précédemment la description de la «situation sécuritaire et mouvements de population») et constitue une menace pour la sécurité alimentaire des populations. Le but principal d'interventions éventuelles en faveur des ex-combattants serait de réduire la menace qu'ils représentent pour la sécurité alimentaire des populations locales.

Tableau 4 : Vulnérabilité dûe aux migrations causées par la violence

Groupe	*Circonstances*	*Modes de vie*	*Recommandations*
Déplacés, réfugiés	Peu de préparation, durée incertaine, différentes catégories d'assistance	Peu de moyens de résilience, peu de réserves	Priorité
Retournés	Planifié, préparation avant départ varie selon la catégorie de déplacés	Peu de moyens de résilience, mode de vie à reconstruire	Priorité
Ménages dirigés par femmes; avec orphelins	Déplacés / retournés, plus vulnérables à la violence	Beaucoup de charges pour peu de moyens	Priorité absolue
Vieillards; malades; handicapés; enfants de la rue	Parmi les déplacés / retournés	Faibles moyens de résilience	Priorité absolue
Population hôte	A subi des chocs moins sévères, accueille déplacés	Les mêmes moyens qu'avant ; souvent moindre disponibilité de vivres	A évaluer du cas au cas

4.3.b Ménages vulnérables en dehors des zones touchées par l'insécurité

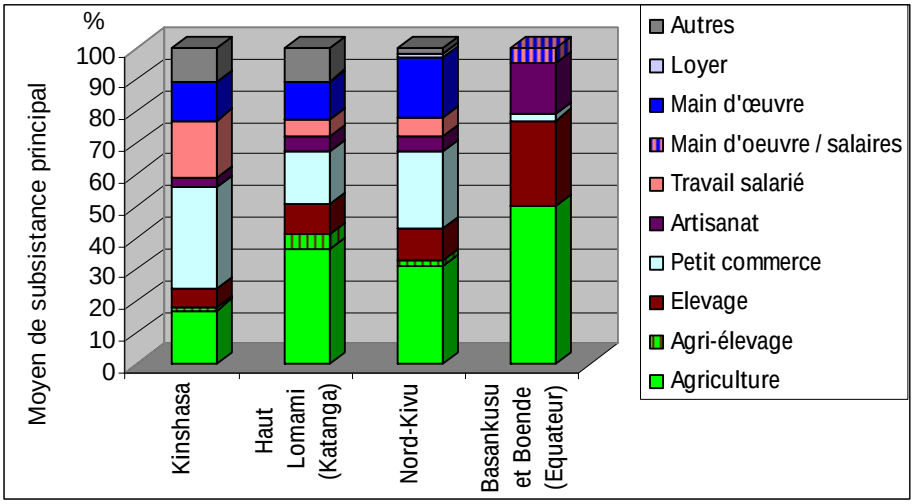
La population a non seulement souffert des guerres et des violences durant la dernière décennie, mais aussi d'une crise économique prolongée. Même si les chocs liés aux violences armées sont plus fréquents, les ménages dans l'est du pays trouvent que leur impact est moindre par rapport à celui des chocs socio-économiques[33].

[32] PAM-RDC, 2005, *Rapport d'enquête - Evaluation d'Urgence en Sécurité Alimentaire (EUSA),* juillet
[33] PAM-RDC, 2005, *Rapport d'enquête - Evaluation d'Urgence en Sécurité Alimentaire (EUSA),* juillet

Modes de vie

Les modes de vie sont nettement différents à Kinshasa et à l'intérieur du pays.

Graphique 4 : Modes de vie des ménages de quelques zones spécifiques[34]



A Kinshasa, le petit commerce est la première occupation des ménages, suivi par le travail comme main d'œuvre journalière, souvent très aléatoire, ou comme salarié. L'agriculture et l'élevage ne sont importants qu'à la périphérie de la ville.

Les travailleurs indépendants et les apprentis sont les plus pauvres (77%) suivis les manoeuvres, les employés et ouvriers semi qualifiés (66%)[35]. Une grande partie des revenus générés sont consacrés à l'achat de vivres sur les marchés.

Près de 80 pour cent de la population vivent en milieu rural. L'agriculture, la pêche et l'élevage sont les activités principales [36]. Au Katanga et au Nord Kivu, l'agriculture et l'élevage sont les modes de vie les plus importants. Ces activités agricoles et pastorales sont même encore plus dominantes en Equateur. Il s'agit essentiellement d'activités dites d'autoconsommation, le mauvais fonctionnement des marchés et les difficultés voire l'impossibilité d'écouler les produits n'incitent pas les populations à produire plus que ce dont ils ont besoin. Par exemple, dans le port de Businga, une équipe d'évaluation a trouvé plus de 500 tonnes de maïs produit localement lors de la saison précédente toujours en stock par manque de moyens de transport sur la rivière. Le maïs était complètement détruit par les charançons[37].

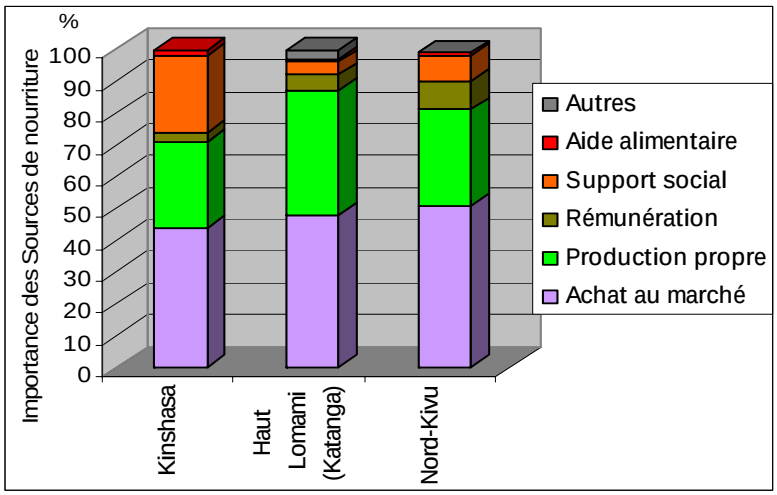
Sources de nourriture

La sécurité alimentaire de la RDC est assurée par le manioc qui reste stocké dans le sol et qui peut être récolté à tout moment entre 9 et 24 mois après la plantation[38].

En milieu rural, la plupart des ménages ont accès à des terres, sauf dans des parties du Kivu ou de l'Ituri où il existe une importante pression démographique. Le système traditionnel au Kivu est un régime foncier féodal et une partie de la population (Masisi, Rutshuru et Lubero) n'a que peu d'accès aux terres[39]. Dans le reste du pays, les problèmes fonciers qui existent et qui restent isolés, sont liés à la présence d'exploitations minières et de fermes industrielles.

[34] Basé sur données non pondérées de WFP 2004: CSI Kinshasa, CSI Nord Kivu, CSI Haut Lomami, et de WFP 2005 : CSI Basankusu et Boende
[35] DRC, 2006. Document stratégie de la croissance et de la réduction de la pauvreté
[36] DRC, 2006. Document stratégie de la croissance et de la réduction de la pauvreté
[37] OCHA, *2005. Evaluation des besoins humanitaires,* Equateur, juillet.
[38] PAM, 2006. *DRC, Profil des marchés pour les évaluations d'urgence de la sécurité alimentaire*.
[39] SC UK, 1999. *Household Food Economy Assessment. Consultancy visit to North and South Kivu, on the issue of land access*. September-October.

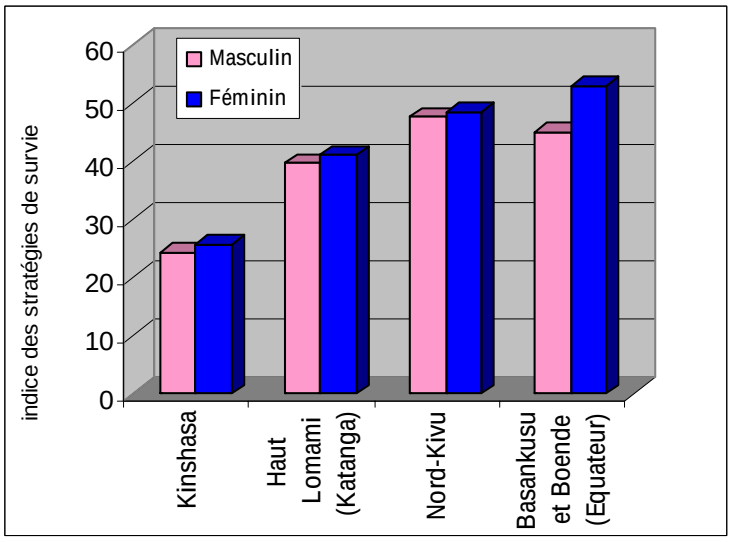
Graphique 5 : Sources de nourriture des ménages de quelques zones spécifiques[40]



Dans les régions à vocation agricole comme le Bandundu (85% des ménages sont principalement des agriculteurs ou éleveurs[41]), l'Equateur (80%), la province Orientale (83%) et le Sud Kivu (88%), l'agriculture est la principale source de nourriture des ménages. Par conséquent, la saison de soudure peut y être plus difficile, surtout là où le circuit commercial fonctionne mal. Les ménages qui produisent peu sont en insécurité alimentaire.

Dans d'autres provinces, (voir graphique 5) le marché est la source de nourriture la plus importante, mais même à Kinshasa (et surtout dans sa périphérie), la part que représente sa propre production reste toujours importante. L'entraide sociale a également un rôle non négligeable dans la province de Kinshasa.

Graphique 6 : Indice des stratégies de survie selon le sexe du chef de ménage dans quelques zones spécifiques[42]



Malgré le bas niveau de production à Kinshasa, la plupart des gens arrivent à se nourrir sans trop de problèmes grâce à un pouvoir d'achat relativement plus élevé. Ceci est indiqué par un indice des stratégies de survie plus bas (24) et donc plus favorable que dans d'autres parties du pays (voir graphique 6). Malgré cela, nombreuses sont les familles qui doivent régulièrement réduire le nombre de repas par jour, se rabattre sur les aliments moins appréciés et moins chers ou réduire les repas des adultes au profit des enfants.

Dans les autres provinces du pays, l'indice des stratégies de survie est nettement plus élevé qu'à Kinshasa. Les ménages suivent les mêmes stratégies de survie qu'à Kinshasa et souvent diminuent la quantité de la nourriture consommée ou ont recours à des aliments de moindre qualité. Dans ces provinces, notamment en milieu rural, les ménages suivent aussi les stratégies suivantes: récoltes précoces, consommation des semences et cueillette. Il faut noter que l'indice en Equateur est similaire à celui du Nord Kivu qui est pourtant fortement touché par les guerres et l'insécurité.

[40] Basé sur données non pondérées de WFP 2004: CSI Kinshasa, CSI Nord Kivu, CSI Haut Lomami, et de WFP 2005 : CSI Basankusu et Boende

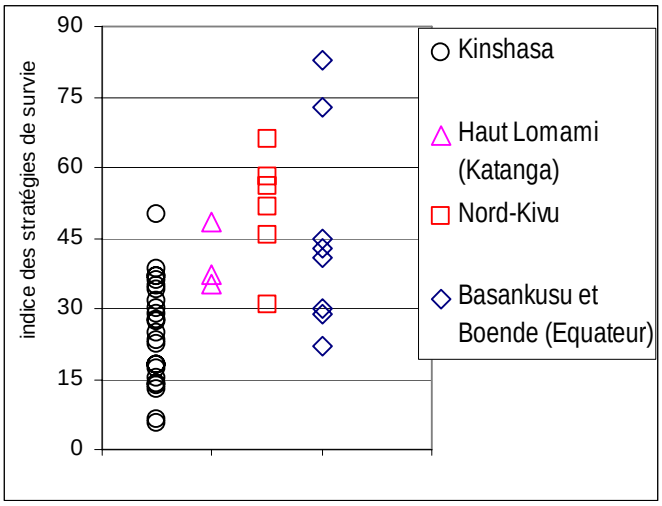
[41] Enquête 1-2-3, 2005.

[42] Basé sur données non pondérées de WFP 2004: CSI Kinshasa, CSI Nord Kivu, CSI Haut Lomami, et de WFP 2005 : CSI Basankusu et Boende.

A l'intérieur de chaque province, la situation diffère également selon les modes de vie des ménages. Ainsi on a trouvé en 2005 à l'est du pays[43] que les agriculteurs et les ouvriers connaissent des écarts alimentaires sévères, tout comme les éleveurs/pêcheurs mais à un moindre degré. Ces trois catégories de modes de vie connaissent les plus longues périodes de soudure, ont le plus faible nombre de repas et la plus faible diversité de consommation et ont le plus recours aux stratégies de survie. La catégorie des commerçants et celle des mineurs/artisans par contre ne souffrent d'aucun écart. On retrouve également la pauvreté chez les couples jeunes et les personnes âgées[44].

A Kinshasa, dans 60 pourcent des communes l'indice de stratégie de survie moyen est en dessous de trente. Dans la vaste majorité des territoires étudiés dans les autres provinces, l'indice moyen est plus élevé que trente, ce qui indique une plus grande insécurité alimentaire. Même si la comparaison de ces indices à travers des milieux si divers est méthodologiquement contestable, les différences importantes trouvées confirment que la situation de la plupart des ménages de Kinshasa n'est pas aussi dramatique que celle à l'intérieur du pays (même si certaines communes de Kinshasa connaissent des problèmes d'insécurité alimentaire sévères).

Graphique 7 : Distribution de l'indice des stratégies de survie moyen des territoires ou communes de quelques zones spécifiques[45]



L'Equateur connaît une plus grande variabilité/hétérogénéité par rapport aux autres provinces. On y retrouve les territoires avec les plus grandes difficultés d'alimentation des ménages et également des territoires avec relativement peu de problèmes.

Les taux de pauvreté monétaire sont fort élevés et variables selon le milieu de résidence. [46] Ces taux indiquent une distribution des revenus très inégale. Ainsi même dans les provinces avec un indice de pauvreté favorable, il y a toujours des populations fortement touchées par l'insécurité alimentaire.

Beaucoup de ménages hors des zones touchées par l'insécurité physique sont néanmoins vulnérables ou en insécurité alimentaire, mais en général leur situation n'est pas aussi préoccupante que celle des déplacés ou retournés. Leur situation nécessite des interventions de redressement, voire même de développement à long terme visant à éradiquer les causes profondes de la crise que vivent ces ménages, avec le soutien des différents partenaires au développement.

4.3.c Comparaison par provinces

Les ménages accèdent à la nourriture de deux façons: à travers leur propre production et leur pouvoir d'achat qui leur permet d'acquérir des vivres au marché. Pour procéder à l'analyse provinciale de l'accès des ménages aux aliments, les indicateurs choisis apportent des informations sur ces deux formes d'accès. Il a été procédé à une pondération de ces indicateurs en fonction de l'ancienneté et de la fiabilité des données.

[43] PAM-RDC, 2005, *Rapport d'enquête - Evaluation d'Urgence en Sécurité Alimentaire (EUSA),* juillet.
[44] RDC, 2006. Document stratégie de la croissance et de la réduction de la pauvreté.

[45] Basé sur les données du PAM de 2004: CSI Kinshasa, CSI Nord Kivu, CSI Haut Lomami, et de WFP 2005 : CSI Basankusu et Boende

[46] 51 % de pauvres urbains avec coefficient de Gini de 40% contre 80 % de pauvres ruraux avec Gini de 39% - RDC, 2006. Document stratégie de la croissance et de la réduction de la pauvreté

Les indicateurs retenus du côté pouvoir d'achat sont :

- le taux de pauvreté
- le taux d'analphabétisme féminin
- le taux d'enfants de 5 à 14 ans qui travaillent

Du côté de la production de nourriture, les indicateurs retenus sont :

- le taux d'entreprises agricoles informelles
- les réserves alimentaires des ménages et l'apport calorique par jour par personne

En utilisant ces indicateurs et en utilisant l'échelle de classement ci-dessous, il a été possible de procéder à un analyse ***relative*** des provinces selon leur situation en matière d'accès à la nourriture.[47]

(Pour des tableaux avec des données complémentaires et une description approfondie des indicateurs sélectionnés, voir l'annexe 7, tableau C)

Classement relatif:

Très faible	
Faible	
Moyenne	
Bonne	

Tableau 5 : Vue d'ensemble de l'accès aux aliments

	Taux de pauvreté	Femmes (>15) analphabètes	Enfants 5-14 qui travaillent	Entreprise informelle agricole	Réserves alimentaires	Apport calories /jour	Accès aux aliments
Kinshasa							
Bas Congo							
Bandundu							
Equateur N							
Equateur S							
Orientale N-O							
Orientale (Ituri)							
Nord-Kivu							
Sud-Kivu							
Maniema							
Katanga N & C							
Katanga S							
Kasai Oriental							
Kasai Occidental							

La combinaison de tous ces indicateurs montre que l'accès à la nourriture est moins bon dans l'Equateur, au Maniema et au Nord Kivu que dans les autres provinces de la RDC malgré le caractère agricole de l'Equateur et du Maniema. L'ensemble de ces indicateurs indique que la situation est relativement meilleure à Kinshasa, ce qui est confirmé par d'autres sources: « les ménages des provinces du Bas-Congo et de Kinshasa tendent à avoir des niveaux de vie élevés »[48].

Selon les mêmes indicateurs, le milieu rural semble également connaître plus de problèmes que le milieu urbain. Les interventions en zones rurales devraient être prioritaires.

[47] Des profils géographiques ont été préparés pour chaque province (voir le modèle en annexe 6) afin de faciliter l'analyse des informations collectées sur les quatre composantes de l'analyse de la sécurité alimentaire. Ces analyses provinciales ont été utilisées pour classer les provinces selon leur situation relative.

[48] RDC, 2006. Document stratégie de la croissance et de la réduction de la pauvreté.

4.3.d Principales lacunes d'informations

Les évaluations des besoins effectués par le PAM dans des zones précises sont très utiles, mais il n'y a que peu d'informations récentes permettant d'analyser ou de comparer d'une façon systématique la vulnérabilité des différentes couches de la population sur tout le territoire congolais. Il y a un véritable besoin d'informations récentes, au niveau des ménages, sur le niveau de richesse, d'accès à l'eau, les conditions sanitaires, les schémas de production et de dépenses, les modes de vie, la production agricole et les revenus, la consommation, la sensibilité aux chocs et les stratégies de survie qui permettraient d'expliquer les conditions nutritionnelles de ces ménages. Il n'y a aucune information régulière sur la façon dont les ménages des différentes catégories de modes de vie font face à l'insécurité alimentaire.

On a donc besoin de données plus récentes pour mieux comprendre la situation actuelle des ménages dans les différentes provinces.

4.4 Nutrition, consommation alimentaire et état sanitaire

Avec un taux de mortalité infantile de 129 morts pour 1000 naissances vivantes et un taux de mortalité des moins de cinq ans de 205 pour 1000 naissances vivantes[49], la RDC se classe parmi les dix premiers pays où le bien-être des enfants est sérieusement en danger. Pendant "une année normale" plus de 360 000 enfants sur les 2,8 millions d'enfants nés pendant l'année meurent de maladies facilement évitables et de malnutrition avant l'âge de un an. 212 000 autres enfants meurent avant d'atteindre leur cinquième anniversaire. Cette situation d'urgence passe largement inaperçue dans un contexte où l'instabilité politique et l'insécurité règnent dans de nombreuses zones du pays.

Ce ne sont pas seulement les jeunes enfants mais aussi les mères qui souffrent de malnutrition et qui sont en mauvaise santé. Le taux de mortalité maternelle qui est presque de 1000 morts pour 100 000 naissances vivantes, est parmi les plus élevés du monde. Le risque de décès maternel sur une vie entière est de 1 sur 13 (contre un sur 9 800 au Danemark)[50]. Trent huit pour cent des femmes ne reçoivent aucun soin prénatal et 40 pour cent ne reçoit aucune assistance de la part d'une personne compétente lors de leur accouchement. L'objectif du millénaire sur la santé maternelle (MDG 5) qui vise à réduire la mortalité maternelle de deux tiers d'ici à 2015 sera très difficilement atteint si l'accès des femmes à une nourriture de qualité, à du fer et des acides foliques pendant leur grossesse et l'accès à des soins de santé de qualité pendant la grossesse et l'accouchement ne s'améliorent pas radicalement.

Selon une enquête nationale sur la mortalité menée en 2004, le taux de mortalité est de 2,1 morts pour 1000 personnes par mois, ce qui est de 40 pour cent supérieur au taux de la région subsaharienne de 1, 5 par mois. Le nombre total de morts dont la cause est liée au conflit a été estimée à 3,9 millions entre 1998 et 2004. La plupart des décès sont dûs plus à des maladies pourtant facilement évitables et guérissables dont la fièvre, la malaria, les infections respiratoires et la malnutrition qu'à la violence[51]. Les moins de cinq ans représentaient 45 pour cent des morts alors qu'ils ne représentaient que 18,7 pour cent de la population. Dans la même étude, la malnutrition est citée comme cause principale ou contribuant à 10,9 pour cent des morts dans l'est du pays et à 8,1 pour cent des morts dans l'ouest.

Généralement la malnutrition est un facteur sous-jacent dans 50 pour cent des morts d'enfants[52], les enfants malnutris ayant moins de résistance aux maladies infectieuses et ont besoin de plus de temps pour se remettre. Les taux de malnutrition les plus récents (niveau national) sont présentés dans le tableau 3 et comparées aux taux moyens des pays d'Afrique sub-saharienne et de l'ensemble du monde. Les taux en RDC sont supérieurs à la moyenne régionale pour le pourcentage d'enfants qui souffrent d'insuffisance pondérale ou de malnutrition aiguë (modérée et sévère). Les taux de retard de croissance sont plus élevés que la moyenne régionale et il existe de grandes différences entre les provinces. Certaines provinces ont un taux au dessus de 50 pour cent.

[49] La situation des enfants dans le monde en 2006, UNICEF
[50] Ibid
[51] La mortalité dans la République démocratique du Congo: Etude nationale, 2006 (Lancet 2006 ; 367 : 44-51)
[52] Rapport sur la santé dans le monde; 2004; OMS

Tableau 6 : Comparaison des données anthropométriques des enfants congolais avec les moyennes régionale et mondiale

	Enfants (moins de cinq ans)				*Femmes*
	Poids pour âge		**Poids pour taille (modéré et sévère)**	**Taille pour âge (modéré et sévère)**	**Taux de mortalité maternelle (pour 100,000 naissances vivantes)**
	Modéré	**Sévère**			
Mondial	26	10	10	31	400
Afrique subsaharienne	28	9	10	35	900
RDC	**31**	**9**	**13**	**38**	**990**

Source: La situation des enfants dans le monde en 2006, UNICEF. Les données pour l'Afrique sub saharienne couvrent l'Afrique de l'ouest et l'Afrique centrale

Les taux élevés de mortalité et de retard de croissance (autour de 50 % dans certaines provinces) suggèrent qu'il y a de sérieux problèmes de manque de micronutriments comme des manques de vitamine A et de zinc et des problèmes d'anémie. Les micronutriments non seulement jouent un rôle crucial dans le développement mental et physique de l'enfant mais sont essentiels au bon fonctionnement du système immunitaire.

Il n'y pas de données récentes disponibles sur le manque en vitamine A. L'apport supplémentaire en vitamine A pendant les campagnes de vaccinations atteignait un taux de couverture de 99 pour cent des enfants âgés entre 6 et 11 mois et presque 80 pour cent des enfants entre 12 et 59 mois[53]. Cependant le pourcentage de femmes qui recevaient une dose de vitamine A après l'accouchement était seulement de 20 pour cent (MICS-2).

L'anémie est mentionnée dans plusieurs études comme une cause directe de décès chez les enfants. Une étude nationale menée par Pronanut et Unicef montre un niveau très élevé d'anémie (modérée et sévère)[54]. 70 pour cent des enfants de 6 à 59 mois, 53 pour cent des femmes allaitantes et 67 pour cent des femmes enceintes souffrent d'anémie. Les taux les plus élevés se trouvent chez les plus jeunes enfants (de 6 à 23 mois), principalement dans les provinces du Bas Congo, Maniema, Bandundu, Province orientale et de l'Equateur. Les provinces dans lesquelles les femmes et enfants vont mieux sont le Nord et le Sud Kivu (zone de montagnes) et Kinshasa (une nourriture plus diversifiée). Les niveaux élevés d'anémie peuvent être partiellement expliqués par la présence importante de parasites intestinaux (plus de 80 pour cent des enfants de moins de cinq ans vivent avec un ou plusieurs types de parasites).

Plus de 70 pour cent des ménages utilisent du sel iodé[55], ce qui protège les nouveau-nés des retards mentaux et physiques causés par le manque d'iode.

4.4.a Les tendances de la malnutrition

La situation nutritionnelle des groupes vulnérables en RDC n'est pas suivie de façon régulière et complète. Il existe seulement deux enquêtes MICS *(Multiple Indicator Cluster Surveys)*, menées en 1995 et 2001, représentatives au niveau des provinces et pour l'ensemble du pays. Ces deux études montrent une détérioration des indicateurs de santé et de sécurité alimentaire pendant cette période.

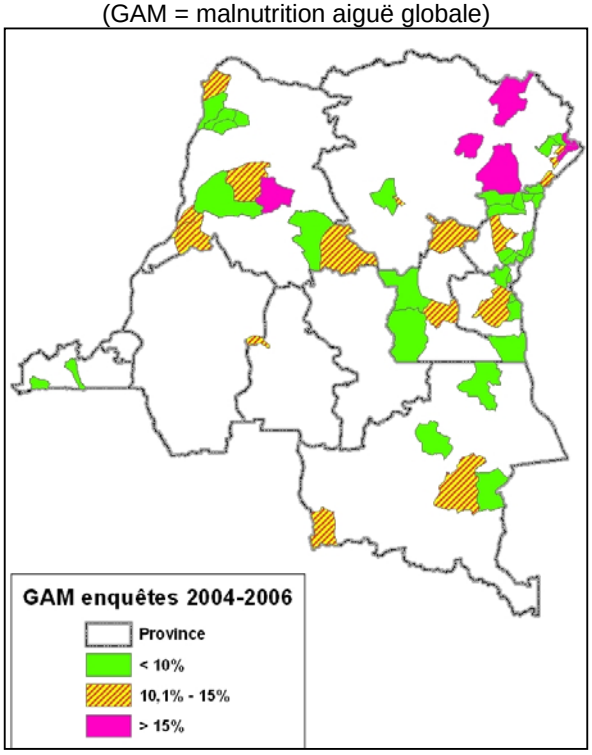
En ce qui concerne la nutrition, le caractère généralisé du retard de croissance (taille pour âge) a un peu diminué, car le taux de retard de croissance est descendu de 45 à 38 pour cent. Le taux d'insuffisance pondérale (poids pour âge) s'est aussi amélioré passant de 34 à 32 pour cent in 2001 et 31 pour cent in 2004. Cependant la malnutrition aiguë a augmentée passant de 10 à 16 pour cent entre 1995 et 2001 avec une forte augmentation de la malnutrition sévère aigue. Des données plus récentes montrent que le taux de malnutrition aiguë est de 13 pour cent en moyenne au niveau

[53] Annuaire Sanitaire –Exercice 2004. Ministère de la santé, RDC; 2006
[54] Enquête sur la prévalence de l'anémie en RDC. Pronanut / Unicef ; Septembre 2005
[55] La situation des enfants dans le monde en 2006, UNICEF

national[56]. La fréquence d'enfants avec des oedèmes, une moyenne de 3 pour cent, est exceptionnellement haute en RDC. Les taux les plus élevés sont dans les deux Kivu.

Des études, plus limitées géographiquement, couvrant généralement une zone de santé, ont été menées entre 2004 et 2006 dans différentes régions et à différentes périodes de l'année. Elles montrent des taux de malnutrition aiguë allant de 3 à 34 pour cent (voir annexe 7, tableau D). Cependant sur 24 enquêtes menées en 2004, 13 montrent des taux en dessous de 10 pour cent, seuil d'alerte selon le protocole national pour la gestion de la malnutrition en RDC. Sur les 11 enquêtes montrant des taux au dessus de 10 pour cent, trois ont un taux au dessus de 15 pour cent. Sur 20 enquêtes menées en 2005, seulement 4 avaient un taux au dessus de 10 pour cent, dont une seule au dessus de 15 %. Les études montrent aussi des différences considérables à l'intérieur des provinces. La disparité la plus grande est dans la province du Nord Kivu. Les résultats de ces enquêtes menées entre 2004 et 2006 sont indiqués sur la carte ci-dessous qui montre où sont les «points chauds».

Carte des enquêtes nutritionnelles - GAM
(GAM = malnutrition aiguë globale)



Toutes les données pour 2006 ne sont pas encore disponibles mais des problèmes persistants ont été relevés en Equateur, en Ituri, au Sud Kivu et au Katanga avec des niveaux au dessus de 10 pour cent. Les données actuellement disponibles pour la période 2004-2006 suggèrent une amélioration légère de la situation nutritionnelle[57]. Cependant les résultats de ces enquêtes doivent être interprétés avec beaucoup de précaution, car la plupart des enquêtes ne couvre qu'une zone de santé et non pas la province entière. De plus, les enquêtes sont généralement menées dans des zones où on s'attend à des problèmes ou dans des zones où des problèmes ont été relevés. Les zones difficilement accessibles peuvent avoir des problèmes de même ampleur mais elles ne sont pas forcément repérées en raison de l'absence de données.

4.4.b Causes de la malnutrition

Causes liées à la consommation alimentaire

L'extrême pauvreté qui restreint l'accès des ménages à la nourriture est une des causes principales des taux élevés de malnutrition en RDC. L'accès à la nourriture n'est pas seulement insuffisant en quantité mais aussi en qualité. Presque 30 pour cent de la population ne fait qu'un repas par jour, voire moins et presque 60 pour cent de la population ne mange pas plus de deux fois par jour. Certains repas sont aussi très uniformes et consistent toujours dans les mêmes aliments de base (le manioc est le principal aliment de base suivi par le maïs). Le manioc est généralement consommé avec une sauce simple, souvent faite de feuilles de manioc et de petites quantités de pois et d'arachide quand elles sont disponibles. La consommation de produits animaliers est très limitée. Tout ceci suggère que la sécurité alimentaire au niveau des ménages joue un rôle majeur dans les causes de la malnutrition.

[56] Ibid.
[57] DRC Plan d'action humanitaire, 2006

Il n'y a pas assez d'argent pour acheter de la nourriture de qualité en plus pour ceux qui en ont le plus besoin comme les jeunes enfants ou les femmes enceintes et allaitantes. Il y a parfois même pas assez de nourriture. Quand les familles cultivent des aliments plus nourrissants comme les pois, l'arachide ou différentes sortes de légumes, la plupart de ces produits sont vendus afin d'avoir de l'argent pour d'autres achats nécessaires aux ménages. Il en est de même pour les produits animaliers.

La situation est particulièrement sérieuse pour les jeunes enfants car ils ne reçoivent généralement pas de repas spéciaux, riches en éléments nourrissants et forts en énergie mais mangent dans le plat familial qui peut être volumineux mais ne leur apporte pas assez de macro et micronutriments dont un enfant a besoin.

On trouve les taux les plus élevés de malnutrition (insuffisance pondérale et malnutrition aiguë) chez les enfants entre 6 et 24 mois, période pendant laquelle il est généralement mis fin à l'allaitement, parfois de façon abrupte. L'enfant devra alors survivre sur sa part du plat familial. L'intervalle entre deux naissances qui est souvent court est aussi une autre cause de l'arrêt prématuré de l'allaitement et de la détérioration du l'état nutritionnel de l'enfant. L'allaitement reste la norme et peut être poursuivi jusqu'au vingtième voir vingt-troisième mois, mais seulement 24 pour cent des enfants profitent exclusivement de l'allaitement pendant une période de six mois comme cela est recommandé. Beaucoup commencent à un très jeune âge à prendre d'autres produits liquides comme de l'eau, du thé ou des infusions.

Causes liées à l'état sanitaire

Alors qu'en RDC, le niveau de consommation de nourriture est inadéquate et constitue une cause très importante de la malnutrition chez les jeunes enfants, l'utilisation biologique de la nourriture est aussi un facteur déterminant.

Les maladies fréquentes, la fièvre, la malaria, la diarrhée affectent l'appétit de l'enfant et l'absorption de nourriture à un moment où l'enfant aurait d'autant plus besoin d'une alimentation nourrissante pour résister contre la maladie. Ainsi des maladies facilement évitables et guérissables comme la rougeole, la diarrhée et les infections respiratoires combinées à un statut nutritionnel pauvre continuent de réclamer de nombreuses vies. En même temps, le secteur de la santé (ainsi que celui de l'eau et des installations sanitaires) est celui dont les besoins sont les plus mal couverts[58], affectant sa capacité à guérir et proposer des services préventifs comme la vaccination et l'apport de micronutriments aux femmes enceintes (fer et acides foliques), femmes allaitantes et jeunes enfants (vitamine A). Le budget du gouvernement pour le secteur de la santé représente moins de un pour cent du budget total.[59]

Pendant les deux semaines qui ont précédé l'enquête MICS-2, presque 60 pour cent des enfants ont été malades, 20 pour cent des moins de cinq ans ont eu la diarrhée et plus de 40 pour cent ont eu de la fièvre. Seulement 12 pour cent des enfants malades ont reçu des liquides en plus et ont continué à manger. Par manque d'accès physique mais aussi financier, les ménages ne consultent pas de personnel de santé qualifié mais consulte plutôt des leaders religieux, des accoucheuses traditionnelles, etc. Alternativement, ils achètent des médicaments chez les commerçants ou fabriquent eux-mêmes des concoctions médicinales.

Le manque d'accès à l'eau potable (en moyenne moins de 50 pour cent de la population a accès à de l'eau propre, ce chiffre est encore plus bas dans les zones rurales[60]) est un facteur qui limite le contrôle de la diarrhée et d'autres maladies portées par des vecteurs. De même moins de la moitié des ménages ont des toilettes hygiéniques ou des latrines. Seulement 12 pour cent des enfants sont protégés de la malaria en dormant sous une moustiquaire traitée avec un insecticide.

[58] RDC Plan d'Action 2006
[59] PRSP, 2006
[60] Annuaire Sanitaire-Exercice 2004. Ministère de la Santé; 2006.

Causes liées aux pratiques et manque de connaissances

L'utilisation, la distribution de la nourriture et les pratiques sanitaires et d'hygiène sont aussi des causes de la malnutrition et s'ajoutent à l'insécurité alimentaire des ménages qui ne font qu'entre un et deux repas par jour, souvent pauvre en micronutriments voire parfois ne mangent même pas.

La plupart des parents ont une faible compréhension des besoins spécifiques des jeunes enfants ou des femmes enceintes ou allaitantes et de la transmission des maladies, de la façon de les éviter et de les soigner. Il est peu surprenant que la proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale soit significativement plus élevée chez les mères qui n'ont pas été à l'école que chez celles qui ont fréquentées l'école secondaire.

Dans la majorité du pays, l'accès à la terre n'est pas un problème majeur, les gens ont tendance à produire seulement ce dont ils ont besoin en raison du mauvais fonctionnement des marchés et du manque de possibilités pour transporter des produits agricoles. Le maïs, l'arachide et les pois qui ont le meilleur apport nutritionnel sont souvent vendus pour satisfaire les besoins journaliers comme les condiments, les vêtements, les frais scolaires et les dépenses médicales. Pour le maïs, le manque de possibilités pour le moudre est un autre obstacle à sa consommation. La population ne fait pas généralement des réserves de nourriture. Le manioc qui reste dans les champs constitue la réserve familiale.

Si les femmes sont celles qui assument la plus grande partie des activités de production, elles ont une position inférieure dans la société et ont peu de contrôle sur les ressources du ménage[61], ce qui limite toute action de leur part pour chercher à améliorer l'état nutritionnel et de santé de leur famille.

4.4.c Comparaison par provinces

Pour procéder à l'analyse provinciale de la nutrition, consommation de nourriture, et santé les indicateurs suivants ont été utilisés pour obtenir un vue de base

- Poids pour taille, ou malnutrition globale aigue
- Poids pour âge
- Taille pour âge
- Mortalité infanto-juvénile
- Nombre de repas par jour
- Accès aux soins de santé[62]
- Accès à l'eau potable

En utilisant ces indicateurs et en utilisant l'échelle de classement ci-dessous, il a été possible de procéder à une analyse ***relative*** des provinces selon leur situation.[63] (pour des données complémentaires, voir l'annexe 7, tableau D)

Classement relatif:

Très grave	
Grave	
Moyenne	
Bonne	

[61] Analyse participative de la pauvreté en RDC- rapport national. Ministère du Plan, DRC ; 2005
[62] L'indicateur supplétif pour l'accès aux soins de santé, est la moyenne des consultations prénatales.
[63] Des profils géographiques ont été préparés pour chaque province (voir le modèle en annexe 6) afin de faciliter l'analyse des informations collectées sur les quatre composantes de l'analyse de la sécurité alimentaire. Ces analyses provinciales ont été utilisées pour classer les provinces selon leur situation relative.

Tableau 7 : Vue d'ensemble de la nutrition, consommation alimentaire et de l'état sanitaire

	Poids / taille	Poids / age	Taille / age	Mortalité infanto-juvenile	Nbr repas / jour	Accès soins de santé	Accès eau potable	Vue d'ensemble
Kinshasa								
Bas Congo								
Bandundu								
Equateur								
Orientale								
Nord Kivu								
Sud Kivu								
Maniema								
Katanga								
Kasai Oriental								
Kasai Occidental								

Même si la plupart de ces données viennent de l'enquête MICS qui date de 2001, elles peuvent être utilisées comme données de base pour la situation nutritionnelle y compris certains éléments déterminants clés, comme l'accès aux soins de santé et le nombre de repas par jour. Ces résultats indiquent que l'Equateur, le Sud Kivu, le Nord Kivu, la province Orientale, le Katanga et les deux Kasai devraient être les provinces prioritaires pour des interventions nutritionnelles.

L'analyse des enquêtes nutritionnelles menées entre 2004 et 2006 (annexe 7, tableau D) semble indiquer une légère amélioration avec le temps. Ceci est également indiqué dans le Plan d'Action Humanitaire 2006. Cependant, alors que par exemple, dans certaines zones de santé du Nord Kivu, la situation semble s'améliorer, dans d'autres la malnutrition atteint toujours des niveaux élevés. La même disparité existe dans d'autres provinces. La plupart des enquêtes ne sont représentatives que pour une zone de santé, leurs conclusions ne peuvent être élargies au niveau provincial et doivent donc être interprétées avec beaucoup de précaution. Ces enquêtes confirment cependant le besoin persistant d'action en faveur de la nutrition en Equateur, au Nord et Sud Kivu, dans la Province Orientale (Ituri) et au Katanga. En ce qui concerne les deux Kasai, il n'y a pas d'études plus récentes qui confirment ou contredisent le besoin d'interventions nutritionnelles.

4.4.d Principales lacunes d'informations

Le manque de données nutritionnelles récentes représentatives au niveau provincial ou national impose une approche plus subjective afin de classer les régions par ordre de priorité pour les interventions en matière de nutrition.

La présence d'agences qui peuvent conduire des enquêtes nutritionnelles dans certaines zones de santé et provinces, mais pas dans d'autres, introduit un déséquilibre en faveur des endroits où les données existent. La situation nutritionnelle est inconnue dans une grande partie du pays. Par exemple, le district de l'Ituri est considéré comme une zone prioritaire pour des interventions nutritionnelles, mais il y a très peu d'informations sur les districts voisins de l'Ituri, où la situation serait, selon certaines sources, aussi mauvaise qu'en Ituri.

C'est seulement quand les données de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) seront disponibles en 2007-2008 que l'on disposera de données plus objectives (elles ne seront pas représentatives au niveau des districts ou des zones de santé).

On manque aussi d'informations sur le statut en micronutriments des groupes vulnérables, en particulier le statut en vitamine A. Ces informations seraient importantes en raison des taux élevés de morbidité, de mortalité et de retard de croissance.

5 Nature transitoire et chronique de l'insécurité alimentaire

Les régions à forte densité de déplacés et retournés (Ituri, les Kivu, parties du Katanga) connaissent également le plus de problèmes de sécurité alimentaire. Ces problèmes sont liés à des chocs précis (incidents et guerres) et sont donc transitoires: si la paix et la sécurité reviennent, et que la population touchée a les moyens de retrouver son mode de vie habituel, cette insécurité alimentaire peut disparaître en quelques années.

La dépression économique, le très mauvais état des moyens de transport et la pauvreté endémique sont également la cause de l'insécurité alimentaire qui existe dans toute la RDC. Cette insécurité chronique varie également selon les régions. Les données disponibles ne permettent pas une comparaison correcte de sécurité alimentaire des différentes régions mais, en combinant des indicateurs liés à la pauvreté et la capacité de production des ménages, il apparaît que la province de l'Equateur et la province du Maniema sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire, malgré leur caractère agricole. Bien que toutes les provinces identifiées comme prioritaires connaissent des problèmes de pauvreté endémique et ont connu le fléau de la guerre, il semble néanmoins que les difficultés d'insécurité alimentaire dans l'Equateur et le Maniema liées à l'accessibilité limitée des ménages aux aliments ont un caractère plus chronique. Les problèmes en Ituri, au Nord et Sud Kivu et dans le nord et centre du Katanga sont plutôt transitoires et liés à l'insécurité.

6 Recommandations - Interventions prioritaires

6.1 Contraintes opérationnelles

Avant de présenter les recommandations préparées sur la base de l'analyse de la sécurité alimentaire dans le pays, il est important de noter les principales contraintes opérationnelles que rencontrent le PAM et ses partenaires humanitaires dans leur travail quotidien. Il s'agit notamment de :

- **Immensité du pays**: la RDC a la même taille que l'Europe de l'Ouest et les besoins sont énormes
- **Contraintes logistiques**: la RDC est un des environnements les plus difficiles pour la logistique. De nombreuses zones n'ont aucun accès routier. (Selon des estimations, il y a seulement 500 kilomètres de routes pavées dans le pays.)
- **Sécurité**: accéder au terrain pour mettre en place et suivre de manière professionnelle des programmes est un problème majeur.
- **Faiblesse de l'interlocuteur gouvernemental**: des les zones de conflit le gouvernement a du mal à asseoir son autorité.
- **Partenaires opérationnels**: les partenaires n'ont souvent pas toute la capacité opérationnelle souhaitable.

En raison de la difficulté de l'environnement, les recommandations qui suivent doivent être considérées à la lumière des résultats de la revue de programme, l'évaluation des capacités logistiques et de l'étude des possibilités d'achats locaux de produits alimentaires.

6.2 Priorités géographiques

Le niveau général de la pauvreté et les besoins liés à la sécurité alimentaire étant énormes et existant sur l'ensemble du territoire, l'équipe de la mission d'évaluation a procédé à une classification relative afin d'assurer que les interventions soient rangées par ordre de priorité et permettre d'atteindre le premier objectif du PAM qui est de sauver les vies.

Classement relatif de la situation en matière de sécurité alimentaire :

Situation très grave	
Situation grave	
Situation moyenne	
Situation relativement bonne	

Tableau 8 : Vue d'ensemble des priorités géographiques

	Sécurité et mouvements	Disponibilité alimentaire	Accès à l'alimentation	Nutrition	Synthèse
Kinshasa					
Bas Congo					
Bandundu					
Equateur N					
Equateur S					
Orientale N O					
Orientale (Ituri)					
Nord Kivu					
Sud Kivu					
Maniema					
Katanga N & C					
Katanga S					
Kasai Oriental					
Kasai Occidental					

Le classement ci-dessus permet de classer les provinces par ordre de priorité pour des interventions en matière de sécurité alimentaire. Il faut cependant reconnaître que la situation au sein des provinces n'est pas homogène. Un ciblage correct est par conséquent très important. Dans les provinces prioritaires, des territoires plus vulnérables doivent être sélectionnés. A cet effet, l'Analyse Complète de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ACSAV) en cours de préparation proposera des recommandations plus précises pour un ciblage plus fiable des zones géographiques et des groupes vulnérables. Des évaluations ponctuelles peuvent apporter encore davantage de précision.

Il existe aussi une distinction importante entres les zones affectées principalement par une insécurité alimentaire transitoire liée aux conflits (Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga nord et centre) et les zones affectées par une insécurité alimentaire à caractère plus chronique, liée à un accès limité des ménages à la nourriture (l'Equateur et le Maniema). (Voir la carte sur la page suivante).

Recommandations:

→ L'assistance du PAM devrait donner la priorité aux zones suivantes:

- les zones rurales
- les six zones où l'insécurité alimentaire est la plus élevée: Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga (nord & centre), Equateur, Ituri (district), et Maniema.

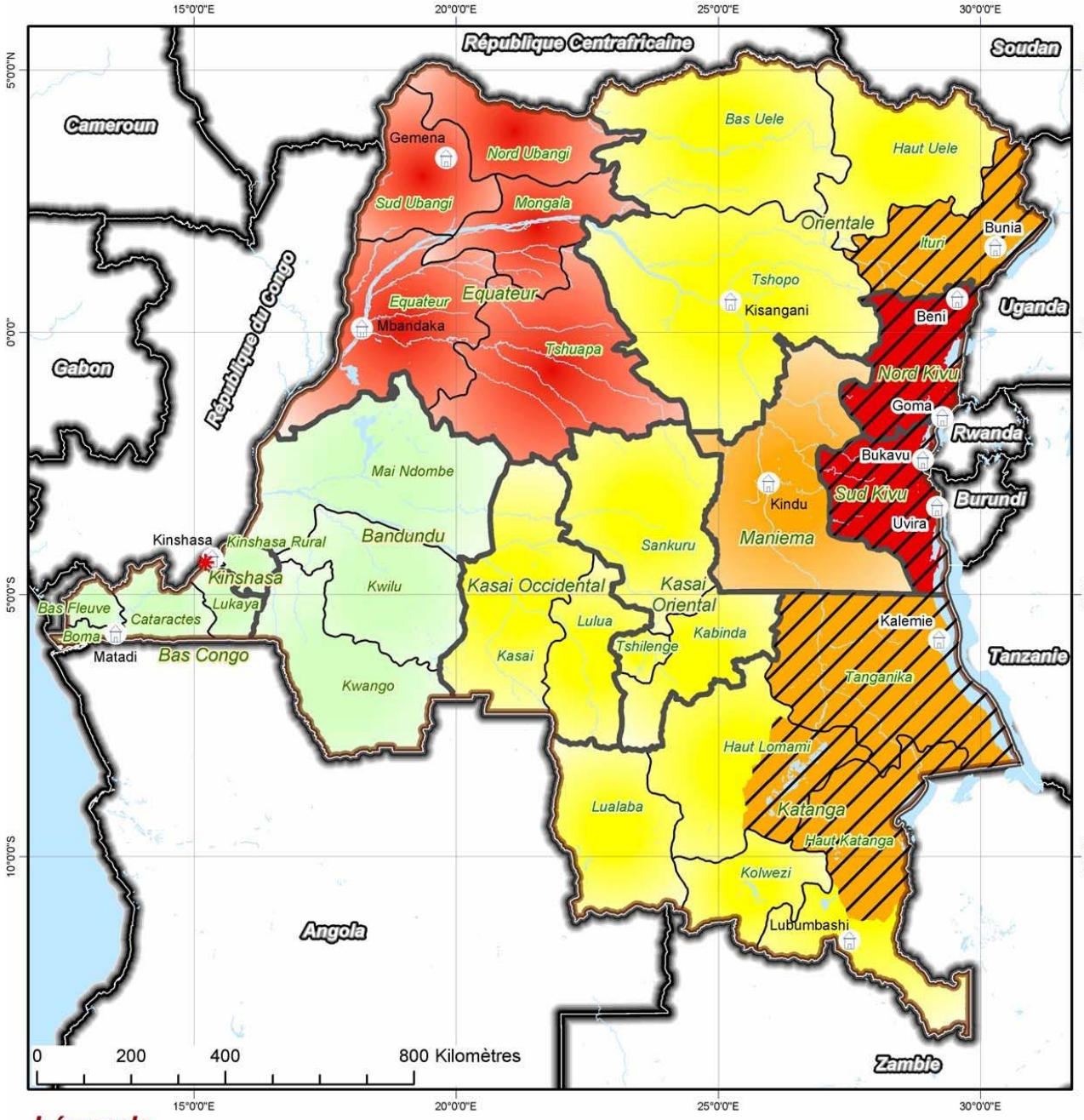
→ L'assistance du PAM dans les régions où l'insécurité est conjoncturelle devrait être réévaluée au bout d'un an, pour prendre en compte des évolutions de la situation de la sécurité alimentaire.

→ L'assistance du PAM aux populations des régions en insécurité alimentaire chronique devrait surtout viser le développement et les cas d'extrême vulnérabilité.

Evaluation Conjointe des Besoins en République Démocratique du Congo

Septembre - octobre 2006

Populations en situation d'insécurité alimentaire: zones prioritaires



Légende

Frontières des provinces

Frontières des districts

Présence du PAM

Bureau de pays

Sous bureaux

Zones Géographiques Prioritaires

Faible priorité

Moyenne priorité

Haute priorité

Très haute priorité

Haute priorité avec insécurité alimentaire aiguë

Très haute priorité avec insécurité alimentaire aiguë

Names and boundaries on this map do not imply acceptance or recognition by the World Food Programme or by the United Nations. Facts and figures in this map are accurate and up to date to the best of our knowledge at the time of writing but subject to change at any time. The World Food Programme makes no warranty or representation as to the reliability or accuracy of the data contained herein.

© United Nations World Food Programme 2006. All rights reserved. Grid: Lat/Long, Spheroid WGS 1984. Date: 24 November 2006. Data Sources: Global Discovery (settlements, drainage), FAO + WFP Country Office (administrative boundaries), WFP Country Office (WFP facilities). For info please contact Emergency.Preparedness@wfp.org

6.3 Populations prioritaires

Les critères pour classer les populations vulnérables par ordre de priorité pour les interventions du PAM sont liés aux objectifs suivants :

- Sauver les vies;
- Appui a l'amélioration de la situation nutritionnelle et de la santé des enfants, mères et autres personnes vulnérables;
- Soutenir les groupes vulnérables en particulier les femmes et les enfants directement affectés par les conflits ; et
- Restaurer les modes de vie des personnes déplacées qui rentrent chez elles.

Il est recommandé de satisfaire les besoins des premiers groupes prioritaires avant d'étendre l'intervention aux seconds et troisièmes groupes identifiés ci-dessous.

1ère priorité :

A. Le PAM, avec les autres organisations d'aide alimentaire, devrait avoir pour objectif prioritaire de couvrir les besoins de l'ensemble des ***personnes déplacées, retournées et rapatriées***.

Afin de pouvoir planifier les opérations, il est proposé que le PAM utilise les fourchettes suivantes pour 2007[64]:

- personnes déplacées: 810 000 – 1 105 000
- personnes retournées: 794 000 – 1 057 000 (dont **98 000** réfugiés qui devraient rentrer avec l'assistance du UNHCR)

Afin de pouvoir procéder à la planification, les durées proposées des rations sont les suivantes[65]:

- 3 mois pour les personnes déplacées
- 6 mois pour les retournés et rapatriés

La durée réelle de l'assistance pour les personnes déplacées serait calculée selon l'évaluation des besoins faite à travers le mécanisme de réponse rapide (Rapid Response Mechanism (RRM) - voir la recommandation ci-dessous), et pour les retournés et rapatriés à travers le mécanisme PEAR (Programme of Expanded Assistance to Returnees - voir la recommandation ci-dessous), et liée à la date de la prochaine récolte.

Estimations des quantités d'aide alimentaire nécessaire pour une période de 12 mois:

- personnes déplacées: 40 400 – 55 200 mt
- personnes retournées: 78 000 – 104 500 mt

B. Le PAM devrait fournir une aide alimentaire aux centres de ***réhabilitation nutritionnelle*** en donnant la priorité aux zones géographiques suivantes: Ituri (district), Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga (nord et centre), Equateur et potentiellement le Maniema (selon les résultats d'enquêtes ponctuelles).

   Des rations doivent être données aux:[66]

   - **enfants** durant la période de réhabilitation, ainsi que leurs accompagnants;
   - **femmes** enceintes et allaitantes malnutries

   Estimations des quantités d'aide alimentaire nécessaires pour une période d'un an:

   - les **enfants** et leurs accompagnateurs[67]: 26 300 mt

[64] Voir tableau 1, p. 11.
[65] Voir l'annexe 8 pour la taille et la composition des rations proposées.
[66] Ibid.
[67] Cette estimation n'inclue par la province de Maniema. Estimations des quantités d'aide alimentaire doivent être déterminé en consultation avec les partenaires potentiels pour des interventions nutritionnelles et basé sur les résultats d'enquêtes ponctuelles.

Pour les **femmes** enceintes et allaitantes malnutries, l'estimation du nombre de bénéficiaires pour 2007 devrait être déterminé en consultation avec le cluster nutrition dans chacune des provinces prioritaires.

Ces activités doivent être entreprises en coordination et partenariat avec l'UNICEF et les autres agences impliquées dans le cluster nutrition. Dans les régions prioritaires comme Maniema, les programmes de nutrition ne doivent être entrepris qu'avec des partenaires qui ont une expertise avérée et quand les besoins sont évidents.

C. Le PAM devrait apporter une aide «institutionnelle», en concertation avec le FNUAP, aux **femmes et enfants les plus sévèrement affectées par l'insécurité** et les conflits armés dans le « triangle humanitaire »:
   - Femmes et enfants victimes de violences sexuelles
   - Enfants de la rue et / ou non accompagnés
   - Orphelins

   Les quantités nécessaires de vivres devraient être déterminées en consultation avec les partenaires dans les provinces prioritaires.

2ème priorité :

A. Dans le cadre des **cantines scolaires**, le PAM devrait appuyer les écoles ciblées et soutenues de manière durable par l'UNICEF en apportant un « paquet complet » d'assistance dans les provinces prioritaires. En plus, pour les retournés, des cantines scolaires pourraient être organisées dans les zones ayant fait l'objet d'une évaluation avec le mécanisme PEAR si elles sont soutenues de manière intégrée.[68]

   Estimations des quantités d'aide alimentaire nécessaires pour une année scolaire[69]: 11 000 mt

   Voir annexe 8 pour les rations proposées.

B. **Démobilisation et réinsertion sociale** des enfants et adultes associés aux forces combattantes (DDRRR).[70] Etant donné le lien important entre la présence des groupes militaires, la sécurité alimentaire de la population dans le triangle humanitaire et le nombre alarmant de femmes et enfants victimes de violences sexuelles, le PAM devrait appuyer le processus de désarmement et de démobilisation à travers des projets de vivres-contre-travail pour les adultes et ce quand un encadrement techniques est présent dans le cadre de partenariats efficaces et à travers des projets de scolarisation ou de formation professionnelle pour les enfants, dans le cadre de partenariats efficaces.

   Voir annexe 8 pour les rations proposées.

   Les quantités de vivres nécessaires devraient être déterminées en consultation avec les partenaires principaux impliqués dans le programme de DDRRR.

3ème priorité :

A. **Désenclavement des populations** dans les 6 zones prioritaires. Les projets Vivres-contre-travail doivent être limités en nombre et bien ciblés. Le choix des projets doit être lié à la

[68] Le gouvernement a comme objectif de porter le taux brut de scolarisation de 64 en 2006 à 80% en 2008 et de réduire de moitié l'écart de scolarisation entre les garçons et les filles. Des programmes d'alimentation scolaire contribueront à cet objectif.
[69] Cela n'inclue par le Maniema car l'UNICEF n'est pas présent dans cette province.
[70] DDRRR : le processus de démobilisation, désarmement, rapatriement, réintégration et réinstallation.

capacité des partenaires et à l'expertise techniques disponible.[71] Ceci permettra au PAM de rester impliqué dans des activités de redressement et facilitera la transition vers ce type d'activités en 2008.

Ces activités doivent cibler les **femmes vulnérables** autant que possible, avec l'objectif d'améliorer leur position au sein de la société et leur **accès aux moyens de production,** et encourager leur participation à la planification des activités au niveau communautaire.

Le ciblage géographique et par groupe de population sera guidé par les résultats de l'Analyse Complète de la Sécurité Alimentaire et de Vulnérabilité dans les six provinces prioritaires et lié à la présence de partenaires qui ont une capacité technique avérée.

6.4 Recommandations complémentaires

Opération :

A. **Créer des stocks stratégiques pour pouvoir répondre de manière efficace et rapide aux besoins** nouveaux dans un contexte où la situation humanitaire peu changer très rapidement.

B. **Envisager des achats locaux** dans les zones relativement stables sur la base d'une analyse approfondie pour ne pas déstabiliser les marchés et l'approvisionnement local.

Nutrition :

A. **Interventions court terme/secours**: le PAM devrait contribuer à la réhabilitation nutritionnelle des enfants qui sont malnutris de façon aiguë (dénutrition modérée) en fournissant de la nourriture aux centres nutritionnels (fournir des rations alimentaires aux enfants et leurs accompagnateurs pendant la période réhabilitation). Les femmes malnutries enceintes et allaitantes dans les zones d'insécurité alimentaires devraient aussi recevoir des rations alimentaires. Ces activités doivent avoir lieu dans les provinces prioritaires. Dans le Maniema, les activités de nutrition doivent être organisées seulement si des études récentes et crédibles montrent un besoin urgent.

B. **Du secours à la prévention ('retour à une auto-prise en charge')**: le PAM devrait apporter son soutien à des approches communautaires afin de détecter de façon précoce et de gérer la malnutrition chez les jeunes enfants dans la communauté avec le soutien des ONG locales et des associations féminines (comme les comités locaux de nutrition). Les 'espaces de veille', un concept développé par l'Unicef basé sur la pré-scolarisation au sein des communautés, peut être utile même si la viabilité de cette expérience est mitigée. Le PAM devait apporter son soutien à ces espaces de veille à travers des projets pilotes dans les provinces prioritaires, en collaborant avec UNICEF et évaluer cette intervention au bout d'un an.

C. **Secours/prévention**: Le PAM doit assurer que la chaîne de ravitaillement en particulier pour les activités de nutrition est ininterrompue et que les aliments «transformés» dans le panier alimentaire (farine de mais, huile, sel et les farines enrichies) sont fortifiés de manière appropriée en micronutriments. Le PAM doit participer activement au cluster nutrition au niveau national et provincial. A ce niveau, la préparation et la mise en œuvre des enquêtes doit être coordonnées afin de remédier aux lacunes d'informations. Le PAM devrait aussi apporter son soutien à l'inclusion d'indicateurs sur l'accès aux aliments et sur la nutrition (comme le périmètre brachiale) dans le système d'alerte précoce (SAP) de la FAO afin que des actions soient menées en temps voulu quand nécessaire et en accord avec les partenaires.

D. **Prévention:** promouvoir la diversification du régime alimentaire est essential. A travers des interventions de Vivres-contre-travail, le PAM devrait contribuer au désenclavement des communautés. Cela permettra d'améliorer la disponibilité et l'accès à des semences

[71] Lié à l'évaluation de la capacité du PAM et de ses partenaires et menée par le bureau régional à Kampala. Cette évaluation vise à renforcer la capacité du PAM et à réduire le nombre de partenaires qui mettent en oeuvre les interventions sur le terrain.

améliorées. Ceci doit cibler les femmes autant que possible et doit être combiné avec des actions d'éducation nutritionnelles et d'hygiène en collaboration avec la FAO, les ONG et les associations féminines.

7 Recommandations pour un meilleur ciblage et mise à jour des informations

7.1 Analyse Complète de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ACSAV)

Il n'y a pas d'informations récentes qui permettent d'évaluer de façon systématique les modes de vie et la façon dont les ménages accèdent à la nourriture à travers l'ensemble du pays. Une étude de vulnérabilité couvrant tout le territoire de la RDC devrait être entreprise d'urgence. Cette Analyse Complète de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ACSAV) ou étude VAM se base sur des données secondaires et primaires. Les données primaires proviennent des entretiens menés auprès d'un échantillon représentatif des communautés et des ménages. Cette étude permet de répondre aux questions suivantes: combien de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité; où vivent-elles; qui sont-elles; quelles sont les causes de leur insécurité alimentaire et vulnérabilité; et comment pourrait-on résoudre les problèmes d'insécurité alimentaire?

L'étude devrait être représentative au niveau de toutes les provinces de la RDC et au niveau des districts des 6 provinces prioritaires. Elle devrait rendre possible un ciblage amélioré des zones et groupes vulnérables pour les interventions humanitaires.

7.2 Système d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire

L'amélioration des systèmes de surveillance, de prise en charge et d'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle au niveau de la communauté et des centres de nutrition est le premier objectif stratégique spécifique de la «stratégie humanitaire commune en nutrition»[72] en RDC. Le «Plan d'Action Humanitaire»[73] appelle également au renforcement du système de collecte d'informations pour l'alerte précoce sur la sécurité alimentaire à travers des sites sentinelles. Pour cela, le plan recommande l'extension et le renforcement des sites sentinelles pour la collecte, l'analyse, le traitement et la diffusion des informations pour des réponses rapides sur la sécurité alimentaire et également un appui logistique pour le transport, la communication, la collecte et le traitement des informations.

Le PAM et d'autres partenaires devraient participer à la mise en œuvre du système d'alerte précoce (SAP) en collaboration avec la FAO et y ajouter des éléments sur l'accès à l'alimentation, les stratégies de résilience des ménages vulnérables et l'état nutritionnel de la population en suivant des sites sentinelles sur tout le territoire de la RDC. Les autres partenaires apporteraient des informations relatives à leur mandat. Le système serait donc multisectoriel.

Ultérieurement, une unité technique dont les membres seront issus du gouvernement et des différentes organisations partenaires devrait encadrer les activités de collecte, de gestion et d'analyse des informations. Cette unité technique participera également à l'étude de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

7.3 Mise à jour des informations sur les besoins

Le PAM devrait participer au RRM (**mécanisme de réponse rapide**) qui permet une évaluation des besoins en vivres et un mécanisme de réponse rapide pour les personnes déplacées.

Le PAM devrait :

- Considérer un accord formel avec OCHA, UNICEF et les partenaires « stand-by »
- Participer à la révision du questionnaire de l'évaluation des besoins afin de prendre en compte de façon adéquate les besoins alimentaires
- Contribuer aux formations des partenaires et proposer des formations axées sur la sécurité alimentaire

[72] UNICEF, 2005. Stratégie humanitaire commune en nutrition, RDC
[73] Plan d'action humanitaire 2006.

Le PAM devrait participer au PEAR (**Programme of Expanded Assistance to Returnees**) qui permet une évaluation des besoins en vivres et un mécanisme de réponse rapide pour les déplacés qui rentre chez eux.

Le PAM devrait :

- Considérer un accord formel avec UNICEF et les partenaires « stand-by »
- Assister à la préparation du questionnaire d'évaluation des besoins afin de prendre en compte de façon adéquate les besoins alimentaires
- Contribuer aux formations des partenaires et proposer des formations axées sur la sécurité alimentaire

Le PAM devrait collaborer avec des partenaires pour mener une enquête sur la situation nutritionnelle dans la province du **Maniema**.